



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe au projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023

Développement des opérations constatées
aux comptes spéciaux et aux budgets annexes





ANNEXE AU PROJET
DE LOI RELATIF AUX RÉSULTATS DE LA GESTION ET
PORTANT APPROBATION DES COMPTES DE L'ANNÉE

2023

**DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS
CONSTATÉES AUX COMPTES SPÉCIAUX
ET AUX BUDGETS ANNEXES**

NOTE EXPLICATIVE

L'annexe au projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 « Développement des opérations constatées aux comptes spéciaux et aux budgets annexes » est prévue par l'article 54 de la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001 (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document présente :

- le développement des autorisations d'engagement (AE) ouvertes et consommées par catégorie, mission, programme et titre ainsi que les modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et les reports à la gestion suivante pour les comptes spéciaux dotés de crédits ;
- le développement des crédits de paiement (CP) ouverts et des dépenses consommées par catégorie, mission, programme et titre ainsi que les modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et les reports à la gestion suivante pour les comptes spéciaux dotés de crédits ;
- la situation définitive des découverts autorisés et des dépenses constatées pour les comptes spéciaux non dotés de crédits ;
- la situation définitive des évaluations et des recouvrements effectués pour tous les comptes spéciaux ;
- la situation définitive des résultats comptables, par catégorie et par mission présentant les balances d'entrée au 1^{er} janvier 2023, les opérations de recettes et de dépenses de l'année 2023 et les balances de sortie au 31 décembre 2023 pour chaque compte spécial ;
- un état des remises de dettes en faveur des pays pauvres très endettés qui détaille par dispositif et par pays, les allègements de dette visés au IV de l'article 6 de la loi relative aux résultats de la gestion ainsi qu'un état similaire relatif aux abandons de créances ;
- les textes juridiques constitutifs des comptes spéciaux indiquant le ministère gestionnaire auxquels ils sont rattachés, les dates de création ou de modification ainsi que leur fonctionnement ;
- les comptes administratifs des deux budgets annexes, « Contrôle et exploitation aériens » et « Publications officielles et information administrative » présentant le bilan, le compte de résultat, le tableau de présentation budgétaire, la situation des recettes et la situation par programme et par titre des AE et CP ouverts et consommés pour l'année 2023.

TABLE DES MATIÈRES

SITUATION DÉFINITIVE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES DÉPENSES CONSTATÉES POUR LES COMPTES SPÉCIAUX DOTÉS DE CRÉDITS	4
État des autorisations d'engagement : développement par mission, programme et titre (titre 2 et autres titres)	5
État des crédits de paiement : développement par mission, programme et titre (titre 2 et autres titres)	10
SITUATION DÉFINITIVE DES DÉCOUVERTS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES CONSTATÉES POUR LES COMPTES SPÉCIAUX NON DOTÉS DE CRÉDITS	15
SITUATION DÉFINITIVE DES RECOUVREMENTS EFFECTUÉS POUR LES COMPTES SPÉCIAUX	17
SITUATION DÉFINITIVE DES RÉSULTATS COMPTABLES	42
REMISES DE DETTES EN FAVEUR DES PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS ET ABANDONS DE CRÉANCES AU TITRE DE DIVERS PRÊTS DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	44
TEXTES JURIDIQUES DES COMPTES SPÉCIAUX	47
Comptes d'affectation spéciale	48
Comptes de concours financiers	53
Comptes de commerce	59
Comptes d'opérations monétaires	64
BUDGETS ANNEXES	66
Contrôle et exploitation aériens	67
Publications officielles et information administrative	74

SITUATION DÉFINITIVE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES
DÉPENSES CONSTATÉES POUR LES COMPTES
SPÉCIAUX DOTÉS DE CRÉDITS

ÉTAT DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT
DÉVELOPPEMENT PAR MISSION, PROGRAMME
ET TITRE (TITRE 2 ET AUTRES TITRES)

DÉVELOPPEMENT DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT OUVERTES ET DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT CONSOMMÉES

Catégorie	Mission	Programme	Titre	LFI	LFR/LFG	Reports de la gestion précédente	Mouvements réglementaires	FDC et ADP	Fongibilité asymétrique	Total des autorisations d'engagement ouvertes	Autorisations d'engagement consommées	Modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Reports à la gestion suivante	
												Ouvertures	Annulations		
Comptes d'affectation spéciale	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières - 754	Autres titres - Autres dépenses	656 441 463	86 939 029	440 795 120,00	0,00	0,00	0,00	1 184 175 612,00	646 685 460,00	0,00	16 424 184,00	521 065 968,00	
		Total		656 441 463	86 939 029	440 795 120,00	0,00	0,00	0,00	1 184 175 612,00	646 685 460,00	0,00	16 424 184,00	521 065 968,00	
		Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers - 753	Autres titres - Autres dépenses	26 200 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	26 200 000,00	26 200 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		26 200 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	26 200 000,00	26 200 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Désendettement de l'État - 755	Autres titres - Autres dépenses	618 165 071	77 096 875	0,00	0,00	0,00	0,00	695 261 946,00	690 800 924,00	0,00	4 461 022,00	0,00	
		Total		618 165 071	77 096 875	0,00	0,00	0,00	0,00	695 261 946,00	690 800 924,00	0,00	4 461 022,00	0,00	
		Structures et dispositifs de sécurité routière - 751	Autres titres - Autres dépenses	339 950 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	339 950 000,00	338 963 817,70	0,00	903 801,30	82 381,00	
	Total		339 950 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	339 950 000,00	338 963 817,70	0,00	903 801,30	82 381,00		
					1 640 756 534	164 035 904	440 795 120,00	0,00	0,00	0,00	2 245 587 558,00	1 702 650 201,70	0,00	21 789 007,30	521 148 349,00
	Développement agricole et rural	Développement et transfert en agriculture - 775	Autres titres - Autres dépenses	60 480 000	0	5 045 547,00	9 212 923,00	0,00	0,00	0,00	74 738 470,00	63 642 346,18	0,00	1 624 164,82	9 471 959,00
			Total	60 480 000	0	5 045 547,00	9 212 923,00	0,00	0,00	0,00	74 738 470,00	63 642 346,18	0,00	1 624 164,82	9 471 959,00
		Recherche appliquée et innovation en agriculture - 776	Autres titres - Autres dépenses	65 520 000	0	14 457 176,00	19 160 000,00	0,00	0,00	0,00	99 137 176,00	77 419 079,97	0,00	1 361 394,03	20 356 702,00
			Total	65 520 000	0	14 457 176,00	19 160 000,00	0,00	0,00	0,00	99 137 176,00	77 419 079,97	0,00	1 361 394,03	20 356 702,00
					126 000 000	0	19 502 723,00	28 372 923,00	0,00	0,00	173 875 646,00	141 061 426,15	0,00	2 985 558,85	29 828 661,00
	Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	Électrification rurale - 793	Autres titres - Autres dépenses	351 500 000	0	10 079 162,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 579 162,00	333 992 831,15	0,00	20 798 060,85	6 788 270,00
			Total	351 500 000	0	10 079 162,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 579 162,00	333 992 831,15	0,00	20 798 060,85	6 788 270,00
		Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées - 794	Autres titres - Autres dépenses	8 500 000	0	5 898 601,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 398 601,00	6 881 984,06	0,00	715 191,94	6 801 425,00
			Total	8 500 000	0	5 898 601,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 398 601,00	6 881 984,06	0,00	715 191,94	6 801 425,00
					360 000 000	0	15 977 763,00	0,00	0,00	0,00	375 977 763,00	340 874 815,21	0,00	21 513 252,79	13 589 695,00
	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État - 723	Autres titres - Autres dépenses	480 000 000	-100 000 000	159 547 343,19	0,00	5 526 229,50	0,00	0,00	545 073 572,69	355 968 318,37	0,00	9 422 340,14	179 682 914,18
			Total	480 000 000	-100 000 000	159 547 343,19	0,00	5 526 229,50	0,00	0,00	545 073 572,69	355 968 318,37	0,00	9 422 340,14	179 682 914,18
					480 000 000	-100 000 000	159 547 343,19	0,00	5 526 229,50	0,00	545 073 572,69	355 968 318,37	0,00	9 422 340,14	179 682 914,18
Participations financières de l'État	Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État - 732	Autres titres - Autres dépenses	6 586 486 312	0	0,00	1 838 865,00	0,00	0,00	0,00	6 588 325 177,00	6 588 325 177,00	0,00	0,00	0,00	
		Total	6 586 486 312	0	0,00	1 838 865,00	0,00	0,00	0,00	6 588 325 177,00	6 588 325 177,00	0,00	0,00	0,00	

Catégorie	Mission	Programme	Titre	LFI	LFR/LFG	Reports de la gestion précédente	Mouvements réglementaires	FDC et ADP	Fongibilité asymétrique	Total des autorisations d'engagement ouvertes	Autorisations d'engagement consommées	Modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Reports à la gestion suivante	
												Ouvertures	Annulations		
Comptes d'affectation spéciale	Participations financières de l'État	Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État - 731	Autres titres - Autres dépenses	10 531 000 000	0	6 746 557 626,00	-1 838 865,00	0,00	0,00	17 275 718 761,00	8 985 793 484,04	0,00	3 902 164 629,96	4 387 760 647,00	
			Total	10 531 000 000	0	6 746 557 626,00	-1 838 865,00	0,00	0,00	17 275 718 761,00	8 985 793 484,04	0,00	3 902 164 629,96	4 387 760 647,00	
				17 117 486 312	0	6 746 557 626,00	0,00	0,00	0,00	23 864 043 938,00	15 574 118 661,04	0,00	3 902 164 629,96	4 387 760 647,00	
	Pensions	Ouvriers des établissements industriels de l'État - 742	Titre 2 - Dépenses de personnel	2 021 113 973	0	95 076 578,00	0,00	0,00	0,00	2 116 190 551,00	1 996 271 602,73	0,00	0,27	119 918 948,00	
			Autres titres - Autres dépenses	7 451 261	0	289 655,00	0,00	0,00	0,00	7 740 916,00	6 609 786,68	0,00	0,32	1 131 129,00	
			Total	2 028 565 234	0	95 366 233,00	0,00	0,00	0,00	2 123 931 467,00	2 002 881 389,41	0,00	0,59	121 050 077,00	
		Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 741	Titre 2 - Dépenses de personnel	60 996 717 833	0	1 119 485 267,00	0,00	0,00	0,00	62 116 203 100,00	60 935 133 595,58	0,00	0,42	1 181 069 504,00	
			Autres titres - Autres dépenses	3 050 000	0	6 730 324,00	0,00	0,00	0,00	9 780 324,00	2 572 023,23	0,00	0,77	7 208 300,00	
			Total	60 999 767 833	0	1 126 215 591,00	0,00	0,00	0,00	62 125 983 424,00	60 937 705 618,81	0,00	1,19	1 188 277 804,00	
		Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions - 743	Titre 2 - Dépenses de personnel	16 000 000	0	3 476 012,00	0,00	0,00	0,00	19 476 012,00	16 401 024,22	0,00	0,78	3 074 987,00	
			Autres titres - Autres dépenses	1 315 282 564	14 292 392	83 989 504,00	0,00	0,00	0,00	1 413 564 460,00	1 346 999 115,87	0,00	0,13	66 565 344,00	
			Total	1 331 282 564	14 292 392	87 465 516,00	0,00	0,00	0,00	1 433 040 472,00	1 363 400 140,09	0,00	0,91	69 640 331,00	
				64 359 615 631	14 292 392	1 309 047 340,00	0,00	0,00	0,00	65 682 955 363,00	64 303 987 148,31	0,00	2,69	1 378 968 212,00	
		Total : Comptes d'affectation spéciale			84 083 858 477	78 328 296	8 691 427 915,19	28 372 923,00	5 526 229,50	0,00	92 887 513 840,69	82 418 660 570,78	0,00	3 957 874 791,73	6 510 978 478,18

Catégorie	Mission	Programme	Titre	LFI	LFR/LFG	Reports de la gestion précédente	Mouvements réglementaires	FDC et ADP	Fongibilité asymétrique	Total des autorisations d'engagement ouvertes	Autorisations d'engagement consommées	Modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Reports à la gestion suivante		
												Ouvertures	Annulations			
Comptes de concours financiers	Avances à l'audiovisuel public	ARTE France - 842	Autres titres - Autres dépenses	303 464 377	-26 700 000	0,00	1 411 312,00	0,00	0,00	278 175 689,00	278 175 689,00	0,00	0,00	0,00		
		Total		303 464 377	-26 700 000	0,00	1 411 312,00	0,00	0,00	278 175 689,00	278 175 689,00	0,00	0,00	0,00		
		France Médias Monde - 844	Autres titres - Autres dépenses	284 734 306	1 535 942	0,00	-1 411 312,00	0,00	0,00	0,00	284 858 936,00	284 858 936,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		284 734 306	1 535 942	0,00	-1 411 312,00	0,00	0,00	0,00	284 858 936,00	284 858 936,00	0,00	0,00	0,00	
		France Télévisions - 841	Autres titres - Autres dépenses	2 430 513 517	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 430 513 517,00	2 430 513 517,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		2 430 513 517	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 430 513 517,00	2 430 513 517,00	0,00	0,00	0,00	
		Institut national de l'audiovisuel - 845	Autres titres - Autres dépenses	93 629 039	6 300 000	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 929 039,00	99 929 039,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		93 629 039	6 300 000	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 929 039,00	99 929 039,00	0,00	0,00	0,00	
		Radio France - 843	Autres titres - Autres dépenses	623 406 038	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623 406 038,00	623 406 038,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		623 406 038	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623 406 038,00	623 406 038,00	0,00	0,00	0,00	
		TV5 Monde - 847	Autres titres - Autres dépenses	79 966 333	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 966 333,00	79 966 333,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		79 966 333	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 966 333,00	79 966 333,00	0,00	0,00	0,00	
						3 815 713 610	-18 864 058	0,00	0,00	0,00	0,00	3 796 849 552,00	3 796 849 552,00	0,00	0,00	0,00
		Avances aux collectivités territoriales	Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie - 832	Autres titres - Autres dépenses	6 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00
Total	6 000 000			0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00		
Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de la Covid-19 - 834	Autres titres - Autres dépenses		0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 364 146,00	0,00	1 364 146,00	0,00		
	Total		0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 364 146,00	0,00	1 364 146,00	0,00		
Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes - 833	Autres titres - Autres dépenses		124 824 461 557	1 120 785 164	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 945 246 721,00	123 816 543 081,87	0,00	2 128 703 639,13	0,00		
	Total		124 824 461 557	1 120 785 164	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 945 246 721,00	123 816 543 081,87	0,00	2 128 703 639,13	0,00		
				124 830 461 557	1 120 785 164	0,00	0,00	0,00	0,00	125 951 246 721,00	123 815 178 935,87	0,00	2 136 067 785,13	0,00		
Prêts à des États étrangers	Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France - 852	Autres titres - Autres dépenses	217 111 952	-116 202 770	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 909 182,00	3 415 588,52	0,00	97 493 593,48	0,00		
		Total	217 111 952	-116 202 770	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 909 182,00	3 415 588,52	0,00	97 493 593,48	0,00		
	Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France - 851	Autres titres - Autres dépenses	1 000 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000 000,00	224 913 850,24	0,00	775 086 149,76	0,00		
		Total	1 000 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000 000,00	224 913 850,24	0,00	775 086 149,76	0,00		
				1 217 111 952	-116 202 770	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100 909 182,00	228 329 438,76	0,00	872 579 743,24	0,00		
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la Covid-19 - 877	Autres titres - Autres dépenses	0	-106 398 798	138 486 798,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 088 000,00	22 088 000,00	0,00	2 110 000,00	7 890 000,00		
		Total	0	-106 398 798	138 486 798,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 088 000,00	22 088 000,00	0,00	2 110 000,00	7 890 000,00		

Catégorie	Mission	Programme	Titre	LFI	LFR/LFG	Reports de la gestion précédente	Mouvements réglementaires	FDC et ADP	Fongibilité asymétrique	Total des autorisations d'engagement ouvertes	Autorisations d'engagement consommées	Modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Reports à la gestion suivante	
												Ouvertures	Annulations		
Comptes de concours financiers	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle - 869	Autres titres - Autres dépenses	200 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000 000,00	
		Total		200 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000 000,00	
		Prêts et avances pour le logement des agents de l'État - 861	Autres titres - Autres dépenses	50 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Total		50 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Prêts pour le développement économique et social - 862	Autres titres - Autres dépenses	75 000 000	0	476 033 552,00	0,00	0,00	0,00	551 033 552,00	143 670 000,00	0,00	2 100 000,00	405 263 552,00	
		Total		75 000 000	0	476 033 552,00	0,00	0,00	0,00	551 033 552,00	143 670 000,00	0,00	2 100 000,00	405 263 552,00	
					275 050 000	-106 398 798	614 520 350,00	0,00	0,00	0,00	783 171 552,00	165 808 000,00	0,00	4 210 000,00	613 153 552,00
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics - 823	Autres titres - Autres dépenses	228 800 000	0	10 482 000,00	0,00	0,00	0,00	239 282 000,00	42 400 000,00	0,00	196 882 000,00	0,00	
		Total		228 800 000	0	10 482 000,00	0,00	0,00	0,00	239 282 000,00	42 400 000,00	0,00	196 882 000,00	0,00	
		Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune - 821	Autres titres - Autres dépenses	10 000 000 000	-1 300 000 000	0,00	0,00	0,00	0,00	8 700 000 000,00	7 935 628 000,00	0,00	764 372 000,00	0,00	
		Total		10 000 000 000	-1 300 000 000	0,00	0,00	0,00	0,00	8 700 000 000,00	7 935 628 000,00	0,00	764 372 000,00	0,00	
		Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex - 825	Autres titres - Autres dépenses	15 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	
		Total		15 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	
		Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens - 830	Autres titres - Autres dépenses	100 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		100 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Prêts et avances à des services de l'État - 824	Autres titres - Autres dépenses	256 619 989	0	0,00	0,00	0,00	0,00	256 619 989,00	50 000 000,00	0,00	206 619 989,00	0,00	
		Total		256 619 989	0	0,00	0,00	0,00	0,00	256 619 989,00	50 000 000,00	0,00	206 619 989,00	0,00	
					10 600 419 989	-1 300 000 000	10 482 000,00	0,00	0,00	0,00	9 310 901 989,00	8 128 028 000,00	0,00	1 182 873 989,00	0,00
	Total : Comptes de concours financiers				140 738 757 108	-420 680 462	625 002 350,00	0,00	0,00	0,00	140 943 078 996,00	136 134 193 926,63	0,00	4 195 731 517,37	613 153 552,00

ÉTAT DES CRÉDITS DE PAIEMENT
DÉVELOPPEMENT PAR MISSION, PROGRAMME
ET TITRE (TITRE 2 ET AUTRES TITRES)

DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS DE PAIEMENT OUVERTS ET DES DÉPENSES CONSTATÉES

Catégorie	Mission	Programme	Titre	LFI	LFR/LFG	Reports de la gestion précédente	Mouvements réglementaires	FDC et ADP	Fongibilité asymétrique	Total des crédits de paiement ouverts	Dépenses constatées	Modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et portant sur l'approbation des comptes de l'année		Reports à la gestion suivante	
												Ouvertures	Annulations		
Comptes d'affectation spéciale	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières - 754	Autres titres - Autres dépenses	656 441 463	86 939 029	440 795 120,00	0,00	0,00	0,00	1 184 175 612,00	646 288 080,35	0,00	16 424 183,65	521 463 348,00	
		Total		656 441 463	86 939 029	440 795 120,00	0,00	0,00	0,00	1 184 175 612,00	646 288 080,35	0,00	16 424 183,65	521 463 348,00	
		Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers - 753	Autres titres - Autres dépenses	26 200 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 200 000,00	26 200 000,00	0,00	0,00	0,00
		Total		26 200 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 200 000,00	26 200 000,00	0,00	0,00	0,00
		Désendettement de l'État - 755	Autres titres - Autres dépenses	618 165 071	77 096 875	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	695 261 946,00	690 800 924,00	0,00	4 461 022,00	0,00
		Total		618 165 071	77 096 875	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	695 261 946,00	690 800 924,00	0,00	4 461 022,00	0,00
		Structures et dispositifs de sécurité routière - 751	Autres titres - Autres dépenses	339 950 000	0	29 169 096,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 119 096,00	365 965 539,37	0,00	0,63	3 153 556,00
Total		339 950 000	0	29 169 096,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 119 096,00	365 965 539,37	0,00	0,63	3 153 556,00		
				1 640 756 534	164 035 904	469 964 216,00	0,00	0,00	0,00	2 274 756 654,00	1 729 254 543,72	0,00	20 885 206,28	524 616 904,00	
Développement agricole et rural	Développement et transfert en agriculture - 775	Autres titres - Autres dépenses	60 480 000	0	27 279 678,00	9 212 923,00	0,00	0,00	0,00	96 972 601,00	62 145 165,97	0,00	0,03	34 827 435,00	
		Total		60 480 000	0	27 279 678,00	9 212 923,00	0,00	0,00	96 972 601,00	62 145 165,97	0,00	0,03	34 827 435,00	
	Recherche appliquée et innovation en agriculture - 776	Autres titres - Autres dépenses	65 520 000	0	73 944 005,00	19 160 000,00	0,00	0,00	0,00	158 624 005,00	79 608 515,18	0,00	0,82	79 015 489,00	
		Total		65 520 000	0	73 944 005,00	19 160 000,00	0,00	0,00	158 624 005,00	79 608 515,18	0,00	0,82	79 015 489,00	
				126 000 000	0	101 223 683,00	28 372 923,00	0,00	0,00	255 596 606,00	141 753 681,15	0,00	0,85	113 842 924,00	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	Électrification rurale - 793	Autres titres - Autres dépenses	351 500 000	0	352 952 044,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704 452 044,00	362 251 537,85	0,00	20 798 061,15	321 402 445,00	
		Total		351 500 000	0	352 952 044,00	0,00	0,00	0,00	704 452 044,00	362 251 537,85	0,00	20 798 061,15	321 402 445,00	
	Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées - 794	Autres titres - Autres dépenses	8 500 000	0	29 956 142,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 456 142,00	4 967 453,00	0,00	715 192,00	32 773 497,00	
		Total		8 500 000	0	29 956 142,00	0,00	0,00	0,00	38 456 142,00	4 967 453,00	0,00	715 192,00	32 773 497,00	
				360 000 000	0	382 908 186,00	0,00	0,00	0,00	742 908 186,00	367 218 990,85	0,00	21 513 253,15	354 175 942,00	
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État - 723	Autres titres - Autres dépenses	340 000 000	-300 000 000	575 286 423,00	0,00	5 526 229,50	0,00	0,00	620 812 652,50	458 342 602,95	0,00	0,55	162 470 049,00	
		Total		340 000 000	-300 000 000	575 286 423,00	0,00	5 526 229,50	0,00	620 812 652,50	458 342 602,95	0,00	0,55	162 470 049,00	
					340 000 000	-300 000 000	575 286 423,00	0,00	5 526 229,50	0,00	620 812 652,50	458 342 602,95	0,00	0,55	162 470 049,00
Participations financières de l'État	Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État - 732	Autres titres - Autres dépenses	6 586 486 312	0	0,00	1 838 865,00	0,00	0,00	0,00	6 588 325 177,00	6 588 325 177,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		6 586 486 312	0	0,00	1 838 865,00	0,00	0,00	6 588 325 177,00	6 588 325 177,00	0,00	0,00	0,00	

Catégorie	Mission	Programme	Titre	LFI	LFR/LFG	Reports de la gestion précédente	Mouvements réglementaires	FDC et ADP	Fongibilité asymétrique	Total des crédits de paiement ouverts	Dépenses constatées	Modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et portant sur l'approbation des comptes de l'année		Reports à la gestion suivante		
												Ouvertures	Annulations			
Comptes d'affectation spéciale	Participations financières de l'État	Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État - 731	Autres titres - Autres dépenses	10 531 000 000	0	6 746 557 626,00	-1 838 865,00	0,00	0,00	17 275 718 761,00	8 985 793 484,04	0,00	3 902 164 629,96	4 387 760 647,00		
		Total		10 531 000 000	0	6 746 557 626,00	-1 838 865,00	0,00	0,00	17 275 718 761,00	8 985 793 484,04	0,00	3 902 164 629,96	4 387 760 647,00		
				17 117 486 312	0	6 746 557 626,00	0,00	0,00	0,00	23 864 043 938,00	15 574 118 661,04	0,00	3 902 164 629,96	4 387 760 647,00		
	Pensions	Ouvriers des établissements industriels de l'État - 742	Titre 2 - Dépenses de personnel		2 021 113 973	0	95 076 578,00	0,00	0,00	0,00	2 116 190 551,00	1 996 271 602,73	0,00	0,27	119 918 948,00	
			Autres titres - Autres dépenses		7 451 261	0	289 655,00	0,00	0,00	0,00	7 740 916,00	6 609 786,68	0,00	0,32	1 131 129,00	
			Total		2 028 565 234	0	95 366 233,00	0,00	0,00	0,00	2 123 931 467,00	2 002 881 389,41	0,00	0,59	121 050 077,00	
		Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 741	Titre 2 - Dépenses de personnel		60 996 717 833	0	1 119 485 267,00	0,00	0,00	0,00	62 116 203 100,00	60 935 132 953,89	0,00	642,11	1 181 069 504,00	
			Autres titres - Autres dépenses		3 050 000	0	6 730 324,00	0,00	0,00	0,00	9 780 324,00	2 572 023,23	0,00	0,77	7 208 300,00	
			Total		60 999 767 833	0	1 126 215 591,00	0,00	0,00	0,00	62 125 983 424,00	60 937 704 977,12	0,00	642,88	1 188 277 804,00	
		Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions - 743	Titre 2 - Dépenses de personnel		16 000 000	0	3 476 012,00	0,00	0,00	0,00	19 476 012,00	16 401 024,22	0,00	0,78	3 074 987,00	
			Autres titres - Autres dépenses		1 315 282 564	14 292 392	83 989 504,00	0,00	0,00	0,00	1 413 564 460,00	1 346 999 115,90	0,00	0,10	66 565 344,00	
			Total		1 331 282 564	14 292 392	87 465 516,00	0,00	0,00	0,00	1 433 040 472,00	1 363 400 140,12	0,00	0,88	69 640 331,00	
				64 359 615 631	14 292 392	1 309 047 340,00	0,00	0,00	0,00	65 682 955 363,00	64 303 986 506,65	0,00	644,35	1 378 968 212,00		
		Total : Comptes d'affectation spéciale				83 943 858 477	-121 671 704	9 584 987 474,00	28 372 923,00	5 526 229,50	0,00	93 441 073 399,50	82 574 674 986,36	0,00	3 944 563 735,14	6 921 834 678,00

Catégorie	Mission	Programme	Titre	LFI	LFR/LFG	Reports de la gestion précédente	Mouvements réglementaires	FDC et ADP	Fongibilité asymétrique	Total des crédits de paiement ouverts	Dépenses constatées	Modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et portant l'approbation des comptes de l'année		Reports à la gestion suivante
												Ouvertures	Annulations	
Comptes de concours financiers	Avances à l'audiovisuel public	ARTE France - 842	Autres titres - Autres dépenses	303 464 377	-26 700 000	0,00	1 411 312,00	0,00	0,00	278 175 689,00	278 175 689,00	0,00	0,00	0,00
		Total		303 464 377	-26 700 000	0,00	1 411 312,00	0,00	0,00	278 175 689,00	278 175 689,00	0,00	0,00	0,00
		France Médias Monde - 844	Autres titres - Autres dépenses	284 734 306	1 535 942	0,00	-1 411 312,00	0,00	0,00	284 858 936,00	284 858 936,00	0,00	0,00	0,00
		Total		284 734 306	1 535 942	0,00	-1 411 312,00	0,00	0,00	284 858 936,00	284 858 936,00	0,00	0,00	0,00
		France Télévisions - 841	Autres titres - Autres dépenses	2 430 513 517	0	0,00	0,00	0,00	0,00	2 430 513 517,00	2 430 513 517,00	0,00	0,00	0,00
		Total		2 430 513 517	0	0,00	0,00	0,00	0,00	2 430 513 517,00	2 430 513 517,00	0,00	0,00	0,00
		Institut national de l'audiovisuel - 845	Autres titres - Autres dépenses	93 629 039	6 300 000	0,00	0,00	0,00	0,00	99 929 039,00	99 929 039,00	0,00	0,00	0,00
		Total		93 629 039	6 300 000	0,00	0,00	0,00	0,00	99 929 039,00	99 929 039,00	0,00	0,00	0,00
		Radio France - 843	Autres titres - Autres dépenses	623 406 038	0	0,00	0,00	0,00	0,00	623 406 038,00	623 406 038,00	0,00	0,00	0,00
		Total		623 406 038	0	0,00	0,00	0,00	0,00	623 406 038,00	623 406 038,00	0,00	0,00	0,00
		TV5 Monde - 847	Autres titres - Autres dépenses	79 966 333	0	0,00	0,00	0,00	0,00	79 966 333,00	79 966 333,00	0,00	0,00	0,00
		Total		79 966 333	0	0,00	0,00	0,00	0,00	79 966 333,00	79 966 333,00	0,00	0,00	0,00
						3 815 713 610	-18 864 058	0,00	0,00	0,00	0,00	3 796 849 552,00	3 796 849 552,00	0,00
Avances aux collectivités territoriales		Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie - 832	Autres titres - Autres dépenses	6 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00
		Total		6 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00
		Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de la Covid-19 - 834	Autres titres - Autres dépenses	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 625 172,00	0,00	20 625 172,00	0,00
		Total		0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 625 172,00	0,00	20 625 172,00	0,00
		Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes - 833	Autres titres - Autres dépenses	124 824 461 557	1 120 785 164	0,00	0,00	0,00	0,00	125 945 246 721,00	123 816 542 818,87	0,00	2 128 703 902,13	0,00
Total		124 824 461 557	1 120 785 164	0,00	0,00	0,00	0,00	125 945 246 721,00	123 816 542 818,87	0,00	2 128 703 902,13	0,00		
				124 830 461 557	1 120 785 164	0,00	0,00	0,00	0,00	125 951 246 721,00	123 795 917 646,87	0,00	2 155 329 074,13	0,00
Prêts à des États étrangers		Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France - 852	Autres titres - Autres dépenses	217 111 952	-116 202 770	0,00	0,00	0,00	0,00	100 909 182,00	3 415 588,52	0,00	97 493 593,48	0,00
		Total		217 111 952	-116 202 770	0,00	0,00	0,00	0,00	100 909 182,00	3 415 588,52	0,00	97 493 593,48	0,00
		Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers - 853	Autres titres - Autres dépenses	150 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000 000,00	150 000 000,00	0,00	0,00	0,00
		Total		150 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000 000,00	150 000 000,00	0,00	0,00	0,00
		Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France - 851	Autres titres - Autres dépenses	647 512 269	0	0,00	0,00	0,00	0,00	647 512 269,00	387 688 525,95	0,00	259 823 743,05	0,00
Total		647 512 269	0	0,00	0,00	0,00	0,00	647 512 269,00	387 688 525,95	0,00	259 823 743,05	0,00		
				1 014 624 221	-116 202 770	0,00	0,00	0,00	0,00	898 421 451,00	541 104 114,47	0,00	357 317 336,53	0,00

Catégorie	Mission	Programme	Titre	LFI	LFR/LFG	Reports de la gestion précédente	Mouvements réglementaires	FDC et ADP	Fongibilité asymétrique	Total des crédits de paiement ouverts	Dépenses constatées	Modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et portant l'approbation des comptes de l'année		Reports à la gestion suivante	
												Ouvertures	Annulations		
Comptes de concours financiers	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la Covid-19 - 877	Autres titres - Autres dépenses	0	-106 398 798	138 486 798,00	0,00	0,00	0,00	32 088 000,00	22 088 000,00	0,00	2 110 000,00	7 890 000,00	
		Total		0	-106 398 798	138 486 798,00	0,00	0,00	0,00	32 088 000,00	22 088 000,00	0,00	2 110 000,00	7 890 000,00	
		Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle - 869	Autres titres - Autres dépenses	388 400 000	-16 400 000	0,00	0,00	0,00	0,00	372 000 000,00	352 159 146,19	0,00	19 840 853,81	0,00	
		Total		388 400 000	-16 400 000	0,00	0,00	0,00	0,00	372 000 000,00	352 159 146,19	0,00	19 840 853,81	0,00	
		Prêts et avances pour le logement des agents de l'État - 861	Autres titres - Autres dépenses	50 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		50 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir - 876	Autres titres - Autres dépenses	31 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000 000,00	31 000 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		31 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000 000,00	31 000 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Prêts pour le développement économique et social - 862	Autres titres - Autres dépenses	75 000 000	0	483 133 552,00	0,00	0,00	0,00	558 133 552,00	91 670 000,00	0,00	0,00	466 463 552,00	
		Total		75 000 000	0	483 133 552,00	0,00	0,00	0,00	558 133 552,00	91 670 000,00	0,00	0,00	466 463 552,00	
					494 450 000	-122 798 798	621 620 350,00	0,00	0,00	0,00	993 271 552,00	496 967 146,19	0,00	21 950 853,81	474 353 552,00
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics - 823	Autres titres - Autres dépenses	228 800 000	0	10 482 000,00	0,00	0,00	0,00	239 282 000,00	42 400 000,00	0,00	196 882 000,00	0,00	
		Total		228 800 000	0	10 482 000,00	0,00	0,00	0,00	239 282 000,00	42 400 000,00	0,00	196 882 000,00	0,00	
		Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune - 821	Autres titres - Autres dépenses	10 000 000 000	-1 300 000 000	0,00	0,00	0,00	0,00	8 700 000 000,00	7 935 628 000,00	0,00	764 372 000,00	0,00	
		Total		10 000 000 000	-1 300 000 000	0,00	0,00	0,00	0,00	8 700 000 000,00	7 935 628 000,00	0,00	764 372 000,00	0,00	
		Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex - 825	Autres titres - Autres dépenses	15 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	
		Total		15 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	
		Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens - 830	Autres titres - Autres dépenses	100 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		100 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	
		Prêts destinés au financement des infrastructures de transports collectifs du quotidien de la métropole d'Aix-Marseille-Provence - 829	Autres titres - Autres dépenses	100 000 000	-100 000 000	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Total		100 000 000	-100 000 000	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Prêts et avances à des services de l'État - 824	Autres titres - Autres dépenses	256 619 989	0	0,00	0,00	0,00	0,00	256 619 989,00	50 000 000,00	0,00	206 619 989,00	0,00	
		Total		256 619 989	0	0,00	0,00	0,00	0,00	256 619 989,00	50 000 000,00	0,00	206 619 989,00	0,00	
				10 700 419 989	-1 400 000 000	10 482 000,00	0,00	0,00	0,00	9 310 901 989,00	8 128 028 000,00	0,00	1 182 873 989,00	0,00	
Total : Comptes de concours financiers				140 855 669 377	-537 080 462	632 102 350,00	0,00	0,00	0,00	140 950 691 265,00	136 758 866 459,53	0,00	3 717 471 253,47	474 353 552,00	

SITUATION DÉFINITIVE DES DÉCOUVERTS AUTORISÉS ET DES
DÉPENSES CONSTATÉES POUR LES COMPTES
SPÉCIAUX NON DOTÉS DE CRÉDITS

**SITUATION DÉFINITIVE DES DÉCOUVERTS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES CONSTATÉES
POUR LES COMPTES SPÉCIAUX NON DOTÉS DE CRÉDITS**

Catégorie	Compte	Autorisations de découvert initiales	Autorisations de découvert complémentaires	Total des autorisations de découvert	Dépenses constatées	Modifications à demander en loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année	
						Ouvertures	Annulations
Comptes de commerce	Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	125 000 000	0	125 000 000	1 028 681 979,59	0,00	0,00
	Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	23 000 000	0	23 000 000	198 848 331,91	0,00	0,00
	Couverture des risques financiers de l'État	966 000 000	0	966 000 000	2 190 106 579,28	0,00	0,00
	Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État	0	0	0	742 319 074,00	0,00	0,00
	Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	19 200 000 000	0	19 200 000 000	59 576 271 177,36	0,00	0,00
	Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	8 137 064,50	0,00	0,00
	Opérations commerciales des domaines	0	0	0	65 798 581,44	0,00	0,00
	Régie industrielle des établissements pénitentiaires	609 800	0	609 800	38 259 606,63	0,00	0,00
	Soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	1 748 731 791,84	0,00	0,00
TOTAL		20 314 609 800	0	20 314 609 800	65 597 154 186,55	0,00	0,00
Comptes d'opérations monétaires	Émission des monnaies métalliques	0	0	0	127 053 442,27	0,00	0,00
	Opérations avec le Fonds monétaire international	0	0	0	274 668 569,60	17 244 115 051,78	0,00
	Pertes et bénéfices de change	175 000 000	0	175 000 000	46 924 845,40	0,00	0,00
TOTAL		175 000 000	0	175 000 000	448 646 857,27	17 244 115 051,78	0,00

SITUATION DÉFINITIVE DES RECOUVREMENTS EFFECTUÉS
POUR LES COMPTES SPÉCIAUX

SITUATION DÉFINITIVE DES RECOUVREMENTS EFFECTUÉS

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués	
Compte d'affectation spéciale	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	Contrôle automatisé - 746	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé - 74601		339 950 000		
				Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé - 746011		339 950 000,00	
			Total		339 950 000	339 950 000,00	
		Total Section				339 950 000	339 950 000,00
		Circulation et stationnement routiers - 747	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé - 74703		170 000 000		
				Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé - 747031		170 000 000,00	
			Total		170 000 000	170 000 000,00	
			Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation - 74704		1 294 842 438		
				Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation - 747041		1 284 782 398,01	
		Total Section			1 294 842 438	1 284 782 398,01	
Total Section				1 464 842 438	1 454 782 398,01		
Total Compte				1 804 792 438	1 794 732 398,01		
Développement agricole et rural	Développement agricole rural - 757	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles - 75701		154 372 923			
				Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles - 757012		154 940 706,33	
			Total		154 372 923	154 940 706,33	
		Total Section				154 372 923	154 940 706,33
Total Compte				154 372 923	154 940 706,33		
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - 751	Contribution des gestionnaires de réseaux publics de distribution - 75101		377 000 000			
				Contribution des gestionnaires de réseaux publics de distribution - 751011		377 913 253,94	
			Total		377 000 000	377 913 253,94	
		Total Section				377 000 000	377 913 253,94
Total Compte				377 000 000	377 913 253,94		
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	Gestion du patrimoine immobilier de l'État - 761	Produits des cessions immobilières - 76101		340 000 000			
				Cessions Biens non affectés - 761601		6 212 730,15	
				Cessions Ministère de la culture et de la communication - 761603		12 430 541,95	
				Cessions Ministère de la défense - 761616		16 991 200,56	
				Cessions Ministère de la justice - 761611		4 715 366,36	
				Cessions Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative : santé - 761615		338,00	

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués				
Compte d'affectation spéciale	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	Gestion du patrimoine immobilier de l'État - 761	Produits des cessions immobilières - 76101	Cessions Ministère de l'agriculture et de la pêche - 761602		8 402 816,93				
				Cessions Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi - 761612		3 190 000,00				
				Cessions Ministère de l'éducation nationale - 761606		15 880,00				
				Cessions Ministère des affaires étrangères et européennes - 761601		23 010 690,21				
				Cessions Ministère du Travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité - 761607		154 600,00				
				Pénalités sur cessions - 761802		168 267,23				
				Versements des ministères Ministère de l'éducation nationale - 761306		12 418,96				
				Cessions Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable - 761608		19 682 910,48				
				Cessions Ministère de l'intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales - 761609		2 743 468,47				
				Versements des ministères Ministère de l'intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales - 761309		4 555 697,00				
				Cessions Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique - 761605		4 047 161,50				
				Cessions Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche - 761610		24 375 099,00				
				Versements des ministères Ministère de la défense - 761315		1 865 156,00				
				Versements des ministères Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique - 761305		26 912 622,17				
				Versements des ministères Ministère de la justice - 761311		110 329,50				
				Versements des ministères Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi - 761312		145 917,00				
				Cessions Ministère du logement et de la ville - 761604		198 617,55				
				Produits de cessions des Régions - 761805		240 330 682,87				
				Contribution d'organismes extérieurs à l'État à des travaux immobiliers - 761501		5 526 229,50				
				Total		340 000 000	405 798 741,39			
				Produits de redevances domaniales - 76102				Concessions ou autorisations de toute nature dont les conditions financières sont de la compétence du DDFIP et délivrées sur le domaine public - 761901		54 959 008,09
								Immobilier : loyer et charges, indemnités d'occupation - 761903		47 676 804,80
								Redevances sur concessions liées à des logements de fonction dont l'État est propriétaire ou locataire (loyers et charges) - 761902		2 426 547,59
Revenus du domaine militaire (public ou privé) immobilier, loyers et indemnités d'occupation affectés au CAS immobilier - 761904		13 517 312,14								
Total		110 000 000	118 579 672,62							
		Total Section			450 000 000	524 378 414,01				
Total Compte					450 000 000	524 378 414,01				

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte d'affectation spéciale	Participations financières de l'État	Participations financières de l'État - 791	Produit des cessions, par l'État, de titres, parts ou droits de sociétés détenus directement - 79101		727 810 003	
				Produit des cessions - 791101		740 452 922,02
			Total		727 810 003	740 452 922,02
			Reversement de produits, sous toutes formes, résultant des cessions de titres, parts ou droits de sociétés détenus indirectement par l'État - 79102			
				Autres produits financiers - 791203		4,53
				Programmes investissements d'avenir (PIA) - Reversements de plus-values de cession - tout intermédiaire (dont CDC) - 791206		20 251 000,00
			Total			20 251 004,53
			Reversement de dotations en capital et de produits de réduction de capital ou de liquidation - 79103		3 500 000 000	
				Entités contrôlées - EPIC - 791302		3 500 000 000,00
			Total		3 500 000 000	3 500 000 000,00
			Remboursements de créances liées à d'autres investissements, de l'État, de nature patrimoniale - 79105		210 000 000	
				Autres - 791503		10 003 000,20
				Fonds sans personnalité morale-capital risque - 791506		781 050,00
				Autres produits financiers - 791505		111 598,02
				Programmes investissements d'avenir (PIA) - Fonds de garantie BPI - 791510		53 603 342,05
	Programmes investissements d'avenir (PIA) - Fonds de garantie CDC - 791508		114 296 726,23			
	Programmes investissements d'avenir (PIA) - Remboursement en capital d'avances, prêts et autres créances liées à des investissements de nature patrimoniale - ANRU - 791511		324 498,25			
	Programmes investissements d'avenir (PIA) - Intérêts générés par les prises de participations, prêts et avances octroyés - 791513		11 228,30			
Total		210 000 000	179 131 443,05			
Versement du budget général - 79106		8 790 486 312				
	Versements du budget général - 791601		8 775 486 312,00			
Total		8 790 486 312	8 775 486 312,00			
	Total Section			13 228 296 315	13 215 321 681,60	
Total Compte				13 228 296 315	13 215 321 681,60	
Pensions	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 781	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension - 78102			6 492 152	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781022		18 187,65
				Personnels civils : retenues pour pensions - Agents détachés dans une administration de l'État sur emploi ne conduisant pas à pension - 781021		5 639 776,48
			Total		6 492 152	5 857 964,13

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte d'affectation spéciale	Pensions	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 781	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom - 78106		70 010 753	
				Agents détachés à France Télécom sur emploi ne conduisant pas à pension - 781062		4 046 578,60
				Personnels civils : retenues pour pensions - Agents propres de France Télécom et détachés à France Télécom sur emploi conduisant à pension - 781061		64 056 142,54
			Total		70 010 753	68 102 721,14
			Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension - 78107		308 193 788	
				Recettes au comptant année courante Budgets annexes - 781073		2 370 248,41
				Recettes au comptant année courante collectivités locales - 781077		260 063,34
				Recettes au comptant années antérieures collectivités locales - 781078		4 329,09
				Recettes au comptant années antérieures Budgets annexes - 781074		2 008,99
				Recettes au comptant année courante Établissements publics - 781075		2 110 453,18
				Recettes au comptant années antérieures Établissements publics - 781076		24 272,79
				Personnels civils - retenues pour pensions primes et indemnités ouvrant droit à pension. Recettes au comptant État et sur titres toutes provenances - 781071		307 594 983,61
				Recettes au comptant années précédente et antérieures. ÉTAT - 781072		1 661 932,82
			Total		308 193 788	314 028 292,23
			Personnels civils : retenues pour pensions : rachat des années d'études - 78109		4 300 000	
	Rachats des années d'études - 781091		4 370 607,36			
Total		4 300 000	4 370 607,36			
Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste - 78112		164 691 347				
	Agents détachés à La Poste sur emploi ne conduisant pas à pension - 781122		1 958 868,72			
	Personnels civils : retenues pour pensions - Agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste sur emploi conduisant à pension - 781121		160 107 511,73			
Total		164 691 347	162 066 380,45			
Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes - 78114		38 346 670				
	Personnels civils : retenues pour pensions - Agents propres et agents détachés des budgets annexes sur emploi conduisant à pension - 781141		38 176 118,52			
	Personnels civils : retenues pour pensions - Agents propres et agents détachés des budgets annexes sur emploi ne conduisant pas à pension - 781142		23 371,94			
Total		38 346 670	38 199 490,46			
Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom - 78126		323 247 840				
	Agents détachés à France Télécom sur emploi ne conduisant pas à pension - 781262		14 735 105,01			
	Agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom sur emploi conduisant à pension - 781261		288 747 392,50			
Total		323 247 840	303 482 497,51			

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués	
Compte d'affectation spéciale	Pensions	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 781	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension - 78127		1 142 408 705		
				Personnels civils - Contributions des employeurs primes et indemnités ouvrant droit à pension - 781271		1 118 810 744,56	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781272		7 232 955,53	
				Recettes au comptant année courante Budgets annexes - 781273		15 859 328,38	
				Recettes au comptant année courante Etablissements publics - 781275		11 688 258,06	
				Recettes au comptant année courante collectivités locales - 781277		1 641 471,47	
				Recettes au comptant années antérieures collectivités locales - 781278		12 264,29	
				Recettes au comptant années antérieures Budgets annexes - 781274		13 441,98	
				Recettes au comptant années antérieures Etablissements publics - 781276		152 103,48	
				Total		1 142 408 705	1 155 410 567,75
				Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste - 78132		221 879 971	
					Agents détachés à La Poste sur emploi ne conduisant pas à pension - 781322		13 108 983,31
					Agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste sur emploi conduisant à pension - 781321		181 957 305,50
				Total		221 879 971	195 066 288,81
				Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes - 78134		250 966 572	
					Personnels civils - Contributions des employeurs Agents propres et agents détachés des budgets annexes sur emploi conduisant à pension - 781341		255 579 261,87
					Personnels civils - Contributions des employeurs Agents propres et agents détachés des budgets annexes sur emploi ne conduisant pas à pension - 781342		673 070,03
				Total		250 966 572	256 252 331,90
				Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension - 78142		138 656	
					Personnels militaires - Retenues pour pensions Agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension - 781421		101 433,22
				Total		138 656	101 433,22
				Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension - 78147		59 110 670	
					Recettes au comptant année courante collectivités locales - 781477		16 284,30
		Recettes au comptant années antérieures collectivités locales - 781478		986,75			
		Recettes au comptant années antérieures Etablissements publics - 781476		-5,75			
		Personnels militaires - retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension. Recettes au comptant ÉTAT et sur titres toutes provenances - 781471		61 119 554,15			
		Recettes au comptant années précédente et antérieures. ÉTAT - 781472		3 291,32			
		Recettes au comptant année courante Etablissements publics - 781475		22 385,53			
	Total		59 110 670	61 162 496,30			

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués	
Compte d'affectation spéciale	Pensions	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 781	Personnels militaires : retenues pour pensions : rachat des années d'études - 78149		1 500 000		
				Rachats des années d'études - 781491		1 451 884,00	
			Total			1 500 000	1 451 884,00
			Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension - 78152		1 604 540		
				Personnels militaires - Contributions des employeurs Agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension - 781521		1 152 045,88	
			Total		1 604 540	1 152 045,88	
			Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension - 78157		737 839 844		
				Recettes au comptant année courante Etablissements publics - 781575		126 533,76	
				Recettes au comptant année courante collectivités locales - 781577		50 218,75	
				Recettes au comptant années antérieures collectivités locales - 781578		2 273,84	
				Recettes au comptant années antérieures Etablissements publics - 781576		-38,70	
				Personnels militaires - Contributions des employeurs primes et indemnités ouvrant droit à pension. Recettes au comptant ÉTAT et sur titres toutes provenances - 781571		747 581 889,10	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures. ÉTAT - 781572		24 877,75	
			Total		737 839 844	747 785 754,50	
			Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels civils - 78167		14 972 671		
				Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels civils - 781671		19 628 808,96	
			Total		14 972 671	19 628 808,96	
			Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels militaires - 78168		8 027 329		
				Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels militaires - 781681		7 348 059,32	
			Total		8 027 329	7 348 059,32	
			Autres recettes diverses - 78169		14 000 000		
				Autres recettes diverses - 781691		1 870 905,94	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781692		6 762 717,18	
	Pénalités employeurs-recouvrements sur titre - 781694		11 107,98				
Total		14 000 000	8 644 731,10				
Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils et militaires - 78165		633 000 000					
	Personnels militaires compensation généralisée sur titres de perception - 781652		5 087 510,00				
	Personnels civils compensation généralisée sur titres de perception - 781651		653 000 000,00				
Total		633 000 000	658 087 510,00				

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte d'affectation spéciale	Pensions	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 781	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension - 78101		4 780 381 910	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781012		10 768 465,80
				Personnels civils : retenues pour pensions - Agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur emploi conduisant à pension - 781011		4 698 274 994,92
				Total	4 780 381 910	4 709 043 460,72
				Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension - 78103		865 976 041
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781032		3 757 906,85
				Personnels civils : retenues pour pensions - Agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension - 781031		858 961 456,86
				Total	865 976 041	862 719 363,71
				Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 78104		24 308 998
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781042		479 348,97
				Personnels civils : retenues pour pensions - Agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 781041		26 326 332,92
				Total	24 308 998	26 805 681,89
				Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) - 78105		70 253 641
				Agents détachés à l'étranger ou sur une fonction publique élective - 781052		13 124 534,14
Personnels civils : retenues pour pensions - Agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) - 781051		54 754 236,34				
Total	70 253 641	67 878 770,48				
Personnels civils : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires ; part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC - 78108		9 179 223				
Retenues rétroactives - 781081		4 045 791,54				
Versements du régime général et autres régimes - 781082		5 780 652,01				
Versements IRCANTEC - 781083		34 558,96				
Recettes au comptant - Versements de l'IRCANTEC - 781084		1 473 606,61				
Total	9 179 223	11 334 609,12				
Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité - 78110		14 413 790				
Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781102		-86 013,51				
Personnels civils : retenues pour pensions - Agents propres Etat et agents détachés des administrations Etat sur emploi conduisant à pension et sur emploi ne conduisant pas à pension : surcotisations salariales temps partiel et cessations progressives d'activité - 781101		15 099 949,16				
Total	14 413 790	15 013 935,65				
Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité - 78111		33 120 000				
Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781112		2 893,95				

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués		
Compte d'affectation spéciale	Pensions	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 781	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcote salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité - 78111	Personnels civils : retenues pour pensions - Agents propres établissements publics et agents détachés hors l'État sur emploi conduisant à pension et sur emploi ne conduisant pas à pension : surcote salariales temps partiel et cessations progressives d'activité - 78111		33 454 106,42		
			Total		33 120 000	33 457 000,37		
			Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité) - 78121	Personnels civils - Contributions des employeurs Agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur emploi conduisant à pension (hors allocations temporaires d'invalidité) - 78121			32 529 407 634	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781212				70 903 016,69
			Total		32 529 407 634	32 070 296 490,35		
			Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité) - 78122	Personnels civils - Contributions des employeurs Agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocations temporaires d'invalidité) - 78122			43 423 598	
				Personnels civils - Contributions des employeurs Agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocations temporaires d'invalidité) - 781221				38 365 450,37
			Total		43 423 598	38 365 450,37		
			Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension - 78123	Personnels civils - Contributions des employeurs Agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension (hors allocations temporaires d'invalidité) - 78123			5 592 745 622	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781232				24 010 556,29
			Total		5 592 745 622	5 834 755 012,85		
			Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 78124	Personnels civils - Contributions des employeurs Agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 78124			138 979 984	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781242				2 317 031,83
				Personnels civils - Contributions des employeurs Agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 781241				106 421 538,46
			Total		138 979 984	108 738 570,29		
			Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) - 78125	Personnels civils - Contributions des employeurs Agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) - 78125			371 845 909	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781252				8 117 146,53
				Personnels civils - Contributions des employeurs Agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) - 781251				364 457 464,12
			Total		371 845 909	372 574 610,65		
			Personnels civils : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC - 78128	Personnels civils - Contributions des employeurs validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC - 78128			5 902 760	
	Versements du régime général et autres régimes - 781283				8 470 142,05			
	Versements IRCANTEC - 781281				52 355,95			
	Recettes au comptant-Versements de l'IRCANTEC - 781284				2 306 504,19			
Total		5 902 760	10 829 002,19					
Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité - 78133	Personnels civils - Contributions des employeurs allocation temporaire d'invalidité - 78133			172 621 553				
	Agents propres des établissements publics ou détachés en établissement public Emplois conduisant à pension et emplois ne conduisant pas à pension - 781332				27 691 839,42			
	Agents propres de l'État ou détachés dans une administration de l'État Emplois conduisant à pension et emplois ne conduisant pas à pension - 781331				138 113 009,17			
Total		172 621 553	165 804 848,59					

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte d'affectation spéciale	Pensions	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 781	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension - 78141		961 811 852	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781412		3 012 451,19
				Personnels militaires - Retenues pour pensions Agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur emploi conduisant à pension - 781411		966 431 804,52
			Total		961 811 852	969 444 255,71
			Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension - 78143		576 466	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781432		-1 201,52
				Personnels militaires - Retenues pour pensions Agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension - 781431		2 538 700,88
			Total		576 466	2 537 499,36
			Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 78144		526 364	
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781442		39 992,55
				Personnels militaires - Retenues pour pensions Agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 781441		981 415,16
			Total		526 364	1 021 407,71
			Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) - 78145		1 227 691	
				Agents détachés à l'étranger ou sur une fonction publique élective - 781452		390 137,85
				Agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) - 781451		445 525,86
			Total		1 227 691	835 663,71
			Personnels militaires : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC - 78149		23 686	
				Retenues rétroactives - 781481		9 736,18
			Total		23 686	9 736,18
			Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension - 78151		10 156 497 277	
	Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781512		33 733 388,60			
	Personnels militaires - Contributions des employeurs Agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension - 781511		9 970 127 092,39			
Total		10 156 497 277	10 003 860 480,99			
Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension - 78153		3 016 800				
	Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781532		-26 219,68			
	Personnels militaires - Contributions des employeurs Agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension - 781531		17 672 604,79			
Total		3 016 800	17 646 385,11			
Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 78154		1 764 643				
	Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781542		444 782,54			

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués		
Compte d'affectation spéciale	Pensions	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité - 781	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 78154	Personnels militaires - Contributions des employeurs Agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension - 781541		6 415 032,70		
			Total		1 764 643	6 859 815,24		
			Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) - 78155		2 452 360			
				Recettes au comptant années précédente et antérieures - 781552		265 354,88		
				Personnels militaires - Contributions des employeurs Agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et La Poste) - 781551		2 728 077,16		
			Total		2 452 360	2 993 432,04		
			Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - 78161		428 000 000			
				Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - 781611		437 345 091,00		
			Total		428 000 000	437 345 091,00		
			Recettes diverses (administration centrale) : versement du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) au titre de la majoration du minimum vieillesse : personnels civils - 78163		1 200 000			
				Recettes diverses (administration centrale) : versement du FSV au titre de la majoration du minimum vieillesse : Personnels civils - 781631		1 250 000,00		
			Total		1 200 000	1 250 000,00		
		Total Section				60 210 389 310	59 779 620 439,30	
		Ouvriers des établissements industriels de l'État - 782		Cotisations salariales et patronales - 78271		293 341 517		
						Contributions employeurs au comptant - 782712		242 469 077,17
						Cotisations salariales au comptant - 782711		75 268 910,58
				Total		293 341 517	317 737 987,75	
				Compensations inter-régimes généralisée et spécifique - 78273		96 000 000		
						Compensation démographique généralisée Personnels civils recettes au comptant - 782731		96 000 000,00
				Total		96 000 000	96 000 000,00	
				Recettes diverses - 78274		23 655		
						Recettes diverses - 782741		220 811,84
						Produits financiers FSPOEIE - 782742		9 336 052,39
Total				23 655	9 556 864,23			
Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires (RATOCEM) - 78272		1 608 568 281						
	Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) - 782721		1 605 717 157,59					
Total		1 608 568 281	1 605 717 157,59					
Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives - 78275			214 424					

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués	
Compte d'affectation spéciale	Pensions	Ouvriers des établissements industriels de l'État - 782	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives - 78275	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives - 782751		62 788,08	
			Total		214 424	62 788,08	
		Total Section				1 998 147 877	2 029 074 797,65
		Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions - 783	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général - 78381	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général - 783811		522 119 756	523 592 538,00
			Total			522 119 756	523 592 538,00
		Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général - 78383	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général - 783831		229 063	160 000,00	
		Total			229 063	160 000,00	
		Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : autres moyens - 78384	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : autres moyens - 783841			186,05	
		Total				186,05	
		Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général - 78385	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général - 783851		534 437	603 500,00	
		Total			534 437	603 500,00	
		Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général - 78389	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général - 783891		15 957 738	16 000 000,00	
		Total			15 957 738	16 000 000,00	
		Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : autres moyens - 78390	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : autres moyens - 783901		42 262	53 497,34	
		Total			42 262	53 497,34	
		Financement des pensions des anciens agents du chemin de fer franco-éthiopien : participation du budget général - 78392			27 137		
		Total			27 137		
		Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : participation du budget général - 78393	Produits financiers - 783932		11 808 348	137 434,66	
			Participation du budget général - 783931			11 806 907,00	
		Total			11 808 348	11 944 341,66	
		Financement des pensions de l'ORTF : participation du budget général - 78394	Financement des pensions de l'ORTF : participation du budget général - 783941		77 400	70 835,82	
		Total			77 400	70 835,82	

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués	
Compte d'affectation spéciale	Pensions	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions - 783	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : autres moyens - 78386				
				Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : autres moyens - 783861		27,42	
			Total			27,42	
			Financement des pensions de l'ORTF : recettes diverses - 78398				
				Financement des pensions de l'ORTF : recettes diverses - 783981		1 568,54	
			Total			1 568,54	
			Financement de la retraite du combattant : autres moyens - 78382		302 525		
				Financement de la retraite du combattant : autres moyens - 783821		1 672 626,64	
			Total		302 525	1 672 626,64	
			Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général - 78387		755 461 528		
				Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général - 783871		754 570 852,00	
			Total		755 461 528	754 570 852,00	
			Financement des pensions militaires d'invalidité : autres moyens - 78388		671 896		
				Financement des pensions militaires d'invalidité : autres moyens - 783881		1 587 367,20	
Total		671 896	1 587 367,20				
Financement des allocations de reconnaissance des anciens suppléants : participation du budget général - 78391		38 342 866					
	Financement des allocations de reconnaissance des anciens suppléants : participation du budget général - 783911		42 046 240,00				
Total		38 342 866	42 046 240,00				
	Total Section			1 345 574 956	1 352 303 580,67		
	Total Compte			63 554 112 143	63 160 998 617,62		
Total Compte d'affectation spéciale				79 568 573 819	79 228 285 271,51		
Compte de concours financiers	Avances à l'audiovisuel public	Avances aux organismes de l'audiovisuel public - 871	Recettes - 87101		3 796 849 552		
				Recouvrement après admission en non valeur sur créances antérieures à 2005 - 871012		566,87	
				TVA compensatrice de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public - 871017		3 796 849 552,00	
			Total		3 796 849 552	3 796 850 118,87	
			Total Section		3 796 849 552	3 796 850 118,87	
	Total Compte			3 796 849 552	3 796 850 118,87		
	Avances aux collectivités territoriales	Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes - 883	Recettes diverses - 88305		11 228 681 144		
				Remboursements d'avances TIPP revenant aux départements - 883053		4 837 311 763,91	
				TASCOM due au titre de 2011 et ultérieures - 883059		958 258 374,21	
				Créances antérieures à 1998 - 883051		5 697 758,20	

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte de concours financiers	Avances aux collectivités territoriales	Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes - 883	Recettes diverses - 88305	Taxe sur les pylônes (autoliquidé) - 883060	314 843 344,00	
				Frais de gestion CVAE - 883061	9 532,19	
				Remboursement d'avances sur le produit de la TICPE revenant aux régions - 883063	410 229 998,54	
				Frais d'assiette et de recouvrement sur la CFE, la TH et la TF - 883062	432 640 171,33	
				Frais de dégrèvement et de non valeur sur la CFE, la TH et la TF - 883064	865 074 449,67	
				Taxe pour frais de chambres consulaires des auto-entrepreneurs - 883065	27 290 681,73	
				Taxe sur l'exploration d'hydrocarbures - 883067	40 096,00	
				Contribution sur les eaux minérales - 883069	19 823 732,00	
				TP/AIL - 883070	30 210 405,62	
				TVA compensatrice de la perte de TH (ville de Paris et EPCI). Art. 16 LFI 2020 - 883081	8 834 208 800,00	
				TVA compensatrice de la perte de TFPB (départements/CTU). Art. 16 LFI 2020 - 883082	16 618 353 314,00	
				TVA supplémentaire (départements/CTU/fonds de sauvegarde) - 883083	271 432 263,00	
				TVA compensatrice de la CVAE régions. Art. 8 LFI 2021 - 883084	10 893 608 438,00	
				Fraction de frais de CFE/TFPB/CVAE pour financer la garantie TH aux communes. Art. 16 LFI 2020 - 883085	729 427 931,00	
				Taxe sur les éoliennes maritimes - 883066	9 174 684,00	
				TVA compensatrice de la CVAE départementale - 883088	4 721 749 100,00	
				TVA compensatrice de la CVAE communes EPCI CTU - 883089	5 653 983 137,00	
				Total	11 228 681 144	55 633 367 974,40
				TH et taxes annexes - 88309	51 361 921 802	
				TH et taxes annexes - 883091	3 197 996 183,53	
				Total	51 361 921 802	3 197 996 183,53
				TF et taxes annexes - 88310	50 237 709 526	
				TF et taxes annexes - 883101	50 564 417 397,84	
Total	50 237 709 526	50 564 417 397,84				
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - 88311	328 702 838					
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - 883111	336 462 108,05					
Total	328 702 838	336 462 108,05				
CFE/IFER et taxes annexes - 88312	10 411 050 074					

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués	
Compte de concours financiers	Avances aux collectivités territoriales	Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes - 883	CFE/IFER et taxes annexes - 88312	CFE/IFER et taxes annexes - 883121		10 459 556 222,74	
			Total		10 411 050 074	10 459 556 222,74	
		Total Section			123 568 065 384	120 191 799 886,56	
	Total Compte				123 568 065 384	120 191 799 886,56	
	Prêts à des États étrangers	Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France - 861	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France - 86101		Remboursement des prêts par l'intermédiaire de Natixis Banque - 861011	297 281 503	269 239 953,25
				Total		297 281 503	269 239 953,25
			Total Section			297 281 503	269 239 953,25
		Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France - 862	Remboursement de prêts du Trésor - 86202		Remboursement des prêts - 862021	73 600 000	66 739 230,59
				Total		73 600 000	66 739 230,59
			Total Section			73 600 000	66 739 230,59
		Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers - 863	Remboursement de prêts octroyés par l'Agence française de développement - 86303		Remboursement des prêts - 863031	171 500 000	171 500 000,00
				Total		171 500 000	171 500 000,00
			Total Section			171 500 000	171 500 000,00
		Prêts aux États membres de la zone euro - 864	Remboursement des prêts consentis aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro - 86404		Remboursement des prêts - 864041	1 140 484 494	1 140 484 493,66
				Total		1 140 484 494	1 140 484 493,66
			Total Section			1 140 484 494	1 140 484 493,66
	Total Compte				1 682 865 997	1 647 963 677,50	
	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Prêts et avances pour le logement des agents de l'État - 851	Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement - 85104		Remboursement des avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement - 851041		19 112,64
				Total			19 112,64
			Total Section				19 112,64
Prêts pour le développement économique et social - 852		Prêts pour le développement économique et social - 85206		Prêts participatifs - créances contentieuses accordées par des établissements intermédiaires et inscrites dans les autres immobilisations financières - 852052	41 582 967	887,68	
				Prêts participatifs - créances normales accordées par des établissements intermédiaires et inscrites dans les autres immobilisations financières - 852051		2 126 879,23	
	Total		Prêts ordinaires - créances normales accordées par des établissements intermédiaires pour le compte et aux risques du Trésor et inscrites dans les autres immobilisations financières - 852053	41 582 967	60 793 787,36		
Prêts aux petites et moyennes entreprises - 85209				41 582 967	62 921 554,27		

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte de concours financiers	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Prêts pour le développement économique et social - 852	Prêts aux petites et moyennes entreprises - 85209	Programmes Investissements d'avenir2 (PIA 2) - Reversements des autres prêts (principal) – CDC - 852094		3 072 005,27
				Programmes Investissements d'avenir2 (PIA 2) - Reversements des autres prêts (principal) – OSEO-BPI - 852096		439 000 000,00
				Total		442 072 005,27
		Total Section			41 582 967	504 993 559,54
		Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la Covid-19 - 854	Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la Covid-19 - 85411	Remboursements de prêts à taux bonifiés des entreprises touchées par la Covid-19 - Créances normales - 854111		18 887 137,50
				Remboursements d'avances remboursables des entreprises touchées par la Covid-19 - Créances normales - 854121		484 748,38
				Remboursements de prêts à taux bonifiés des entreprises touchées par la Covid-19 - Créances contentieuses - 854112		860 914,81
				Total		20 232 800,69
		Total Section				20 232 800,69
		Total Compte				41 582 967
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - 891	Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune - 89101	Remboursement des avances - 891011		7 935 628 000,00	
			Total		7 935 628 000,00	
		Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics - 89103	Remboursement des créances rattachées aux participations contrôlées - 891031		68 622 988,53	
			Remboursement des avances aux autres établissements publics nationaux - autres entités - 891033		20 512 368,68	
			Total		89 135 357,21	
		Remboursement des avances octroyées à des services de l'État - 89104	Remboursement des avances aux budgets annexes - 891041		367 175 907,33	
			Total		367 175 907,33	
		Remboursement des avances octroyées au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex - 89105		15 000 000		
		Total		15 000 000		
		Remboursement des avances octroyées aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité - 89106	Remboursements des avances accordées à des entités non rattachées aux participations financières de l'État - 891063		10 993 889,00	
Total			10 993 889,00			
Remboursement des avances destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) à la suite des conséquences de l'épidémie de Covid-19 - 89108	Remboursement en capital des avances AOM - 891081		26 809 862,63			
	Total		26 809 862,63			
Remboursement des avances octroyées à Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de covid-19 - 89107		30 000 000				

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte de concours financiers	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - 891	Remboursement des avances octroyées à Ile-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de covid-19 - 89107	Remboursement en capital de l'avance de trésorerie à Ile-de-France Mobilités - 891071		30 000 000,00
			Total		30 000 000,00	30 000 000,00
			Total Section		9 298 311 265	8 459 743 016,57
	Total Compte				9 298 311 265	8 459 743 016,57
Total Compte de concours financiers					138 367 675 165	134 621 602 172,37
Compte de commerce	Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires - 901	Cessions de produits aux clients relevant du ministère de la défense - 90111	Avances - 901112		821 541 745,99
				Cessions directes - 901111		66 902 911,86
				Total		888 444 657,85
			Cessions de produits aux autres clients - 90112	Avances - 901122		52 142 776,00
				Cessions directes aux clients tiers - 901121		66 887 918,63
				Cessions directes aux services de l'État - 901123		4 159 282,39
			Total		123 189 977,02	
			Recettes relatives aux instruments financiers utiles à la couverture des variations du prix des approvisionnements en produits pétroliers - 90113	Gains sur swaps - 901132		14 601 948,30
				Total		14 601 948,30
			Recettes diverses - 90114	Recettes diverses - 901141		1 575 632,84
				Produits des ventes de matériels pétroliers non inscrits à l'actif remis au service des domaines - 901142		21 785,00
				Produits des ventes de matériels pétroliers inscrits à l'actif remis au service des domaines - 901143		73 720,00
				Produits des pénalités de retard - 901144		378,22
			Total		1 671 516,06	
			Recettes relatives à la mise à disposition de matériels pétroliers - 90115	Recettes relatives à la mise à disposition de matériels pétroliers au profit de clients externes à l'État - 901151		147 561,55
Total		147 561,55				
Total Section			1 028 055 660,78			
Total Compte				1 028 055 660,78		
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire - 912	Ventes de biens de cantine - 91211				
			Autres ventes de biens de cantine - 912112		42 026 268,93	

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués	
Compte de commerce	Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire - 912	Ventes de biens de cantine - 91211	Ventes de biens de cantine liés à l'accord cadre - 912111		80 377 368,52	
			Total			122 403 637,45	
			Ventes de prestations de services de cantine - 91212	Autres ventes de prestations de services de cantine - 912122		12 396 359,25	
				Prestation de télévision - 912121		4 208 725,34	
			Total			16 605 084,59	
			Recettes diverses et accidentelles - 91213	Recettes diverses et accidentelles - 912131		109 491,92	
			Total			109 491,92	
			Versements du budget général - 91214	Prise en charge de la télévision pour les indigents, arrivants, mineurs - 912143		4 931 665,47	
				Compensation des ventes de biens de cantine liés à l'accord cadre - 912142		74 554,50	
				Autres versements - 912144		1 482 021,77	
			Total			6 488 241,74	
			Produits du travail des détenus - 91221	Versements de la RIEP - 912212		8 458 274,79	
				Versements des concessionnaires - 912211		30 692 413,55	
			Total			39 150 688,34	
			Recettes diverses et accidentelles - 91222	Recettes diverses et accidentelles - 912221		42 040,13	
			Total			42 040,13	
			Versements du budget général - 91223	Autres versements - 912232		750 000,00	
			Total			750 000,00	
				Total Section			185 549 184,17
			Total Compte				
Couverture des risques financiers de l'État	Couverture des risques financiers de l'État - 910	Versements en provenance des programmes ou comptes bénéficiaires, au titre de l'acquisition des instruments de couverture des risques - 91011		Versements en provenance du programme du MAE, au titre de l'acquisition des instruments de couverture des risques - 910113		479 049 345,47	
				Versements en provenance du programme de l'aide économique et financière au développement, au titre de l'acquisition des instruments de couverture des risques - 910111		474 928 297,24	
				Versements en provenance du compte de commerce des approvisionnements en produits pétroliers, au titre de l'acquisition des instruments de couverture des risques - 910112		6 929 051,36	

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués	
Compte de commerce	Couverture des risques financiers de l'État	Couverture des risques financiers de l'État - 910	Versements en provenance des programmes ou comptes bénéficiaires, au titre de l'acquisition des instruments de couverture des risques - 91011	Versements en provenance du CAS PFE, au titre des opérations en capital intéressant les participations financières de l'État - 910114		100 841 110,31	
			Total			1 061 747 804,38	
			Flux financiers reçus des contreparties financières - 91012				
				Flux financiers reçus des contreparties financières au titre de la couverture de l'action de la France en Europe et dans le monde - 910123		487 333 612,94	
				Flux financiers reçus des contreparties financières au titre de la couverture de l'aide économique et financière au développement - 910121		526 336 977,45	
				Flux financiers reçus des contreparties financières au titre de la couverture des approvisionnements en produits pétroliers - 910122		14 601 948,30	
				Flux financiers reçus des contreparties financières au titre de la couverture des opérations en capital intéressant les participations financières de l'État - 910124		100 086 236,21	
			Total			1 128 358 774,90	
			Total Section				2 190 106 579,28
			Total Compte				
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État	Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État - 902	Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État - 902	Cessions à des départements ministériels - 90211				
				Cessions directes - 902111		513 901 613,95	
				Avances sur commandes versées par les services de l'État - 902112		166 920 313,03	
			Total			680 821 926,98	
			Vente à des clients - 90212				
				Avances sur commandes versées par les tiers - 902122		2 787 412,00	
				Ventes directes - 902121		29 303 919,61	
			Total			32 091 331,61	
			Cessions d'immobilisations corporelles - 90217				
				Entité relevant de l'État - 902172		191 323,59	
Total			191 323,59				
Recettes diverses ou exceptionnelles - 90220							
	Recettes diverses ou exceptionnelles - 902201		7 880 672,50				
	Recettes diverses versées par les services de l'État - 902203		1 193 809,48				
Total			9 074 481,98				
Total Section				722 179 064,16			
Total Compte					722 179 064,16		
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État - 903	Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État - 903	Versement du budget général - 90319				
				Versement du budget général - 903191		54 779 686 986,25	
Total					54 779 686 986,25		

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués		
Compte de commerce	Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État - 903	Gestion de la trésorerie : rémunération du compte courant du Trésor à la Banque de France - 90314	Recettes diverses - 903143		126 276,95		
				Rémunération du compte courant du Trésor à la BDF - 903141		820 662 413,34		
				Total		820 788 690,29		
				Gestion de la trésorerie : rémunération des prêts à court terme et des pensions sur titre d'État - 90315	Rémunération des équivalents de trésorerie - 903157		20 310 824,21	
					Rémunération des opérations effectuées sur le marché interbancaire - 903151		446 807 218,60	
					Rémunération des opérations de pensions livrées - 903153		531 857 624,84	
					Rémunération des opérations effectuées avec les États de la zone euro - 903152		1 346 027,89	
					Rémunération des appels de marge sur prise en pension de titre d'État - 903154		1 139 258,46	
					Total		1 001 460 954,00	
					Dette négociable : coupons courus des OAT - 90311	Coupons courus des OAT - 903013		2 937 574 641,00
						Coupons courus des OATi - 903014		7 157 736,42
						Coupons courus des OATéi - 903015		28 546 786,00
						Total		2 973 279 163,42
						Total Section		59 575 215 793,96
						Total Compte		59 575 215 793,96
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés - 904	Recettes - 90410	Remboursement en capital - Créances normales - 904102				1 754 244,13	
			Intérêts - Créances normales - 904104				2 079 021,98	
			Total				3 833 266,11	
			Total Section			3 833 266,11		
			Total Compte			3 833 266,11		
Opérations commerciales des domaines	Opérations commerciales des domaines - 907	Ventes mobilières - 90711	Excédent de taxe forfaitaire - 907111			5 959 438,54		
			Produits divers - 907116			150 077,31		
			Prélèvements effectués dans le cadre de l'administration et de la liquidation par le Domaine d'hérités (successions non réclamées ou vacantes). Frais de régie au taux de 12% - 907112			42 871 426,33		
			Frais d'administration, de vente et de perception prélevés par le Domaine, en application de l'article L77 du CDE Autres prélèvements Frais de régie au taux de 5% - 907115			3 717 872,17		
			Total		9 897 394,35			

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués	
Compte de commerce	Opérations commerciales des domaines	Opérations commerciales des domaines - 907	Ventes mobilières - 90711	Produits liés à des dédommagements - 907119		124 041,00	
			Total			52 822 855,35	
			Gestion des cités administratives - 90716				
				Recettes diverses - 907164		445,29	
				Quote-part des services occupants extérieurs à l'État - 907161		4 211 068,76	
				Quote-part des services occupants relevant de l'État - 907162		46 235 328,40	
			Total			50 446 842,45	
			Zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique - 90718				
				Versements des acquéreurs - 907182		1 472 193,52	
			Total			1 472 193,52	
			Opérations réalisées en application de décisions de justice - 90719				
				Revenus et produit principal de la vente des biens de nature mobilière dont la propriété a été transférée à l'État suite à décisions de justice devenues définitives, lorsque la vente relève de la compétence propre du Domaine - 907193		7 137 830,23	
				Revenus et produit principal de la vente des biens de nature mobilière dont la propriété a été transférée à l'État par application de l'article 41-4 du code de procédure pénale - 907195		3 298 382,45	
			Total			10 436 212,68	
Total Section				115 178 104,00			
Total Compte					115 178 104,00		
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	Régie industrielle des établissements pénitentiaires - 909	Versements des services du ministère de la justice - 90911		Direction de l'administration pénitentiaire - 909111		16 155 654,05	
				Autres services de la chancellerie - 909112		662 547,93	
			Total			16 818 201,98	
			Versements d'autres administrations, collectivités, organismes et établissements publics - 90912				
				Autres services, collectivités, organismes et établissements publics - 909122		1 075 415,81	
				Administrations d'État - 909121		2 535 802,31	
			Total			3 611 218,12	
			Clients divers - 90913				
				Clients divers - 909131		16 179 554,29	
			Total			16 179 554,29	
Total Section				36 608 974,39			
Total Compte					36 608 974,39		
Soutien financier au commerce extérieur	Soutien financier au commerce extérieur - 915	Primes et commissions d'engagement - 91511					

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte de commerce	Soutien financier au commerce extérieur	Soutien financier au commerce extérieur - 915	Primes et commissions d'engagement - 91511	Primes et commissions d'engagement - 915111		530 908 086,93
			Total			530 908 086,93
			Récupérations - 91512	Récupérations - 915121		443 901 550,24
			Total			443 901 550,24
			Recettes de réassurance - 91514	Recettes de réassurance - 915141		71 571 554,28
			Total			71 571 554,28
			Recettes diverses et accidentelles et produits financiers - 91515	Recettes diverses et accidentelles et produits financiers - 915151		1 038 013,04
				Bénéfices de change - 915154		5 619 214,08
				Produits financiers - 915153		8 688 494,82
			Total			15 345 721,94
			Primes - 91521	Primes - 915211		6 918 962,65
			Total			6 918 962,65
			Récupérations - 91522	Récupérations - 915221		46 895 120,53
			Total			46 895 120,53
			Recettes diverses et accidentelles - 91525	Recettes diverses et accidentelles - 915251		20 071,30
			Total			20 071,30
			Primes - 91531	Primes - 915311		1 290 220,20
			Total			1 290 220,20
			Récupérations - 91532	Récupérations - 915321		5 955 815,95
			Total			5 955 815,95
					Solde bénéficiaire des opérations de couverture du risque monétaire - 91533	

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte de commerce	Soutien financier au commerce extérieur	Soutien financier au commerce extérieur - 915	Solde bénéficiaire des opérations de couverture du risque monétaire - 91533	Solde bénéficiaire des opérations de couverture du risque monétaire - 915331		2 567 605,95
			Total			2 567 605,95
			Primes - 91551	Primes - 915511		5 757 057,19
			Total			5 757 057,19
			Récupérations - 91552	Récupérations - 915521		130 908,12
			Total			130 908,12
			Primes - 91561	Primes - 915611		5 796 109,97
			Total			5 796 109,97
			Versements du budget général - 91526	Versements du budget général - 915261		95 298 200,00
			Total			95 298 200,00
			Versements du budget général - 91556	Versements du budget général - 915561		18 053 139,00
			Total			18 053 139,00
			Primes - 91571	Primes - 915711		2 202 979,18
			Total			2 202 979,18
			Récupérations - 91572	Récupérations - 915721		508 428,52
			Total			508 428,52
			Versements du budget général - 91536	Versements du budget général - 915361		2 157 111,00
			Total			2 157 111,00
			Recettes diverses et accidentelles - 91575	Recettes diverses et accidentelles - 915751		43 378,01
			Total			43 378,01

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte de commerce	Soutien financier au commerce extérieur	Soutien financier au commerce extérieur - 915	Intérêts favorables sur stabilisation en euros - 91581			
				Intérêts favorables sur stabilisation en euros - 915811		3 556 961,98
			Total			3 556 961,98
			Intérêts favorables sur stabilisation en USD - 91583			
				Intérêts favorables sur stabilisation en USD - 915831		423 595,06
			Total			423 595,06
			Intérêts favorables sur stabilisation en devises - 91585			
				Intérêts favorables sur stabilisation en devises - 915851		147 643,53
			Total			147 643,53
				Reversement de fonds du compte Natixis DAI - 91589		
	Reversement de fonds du compte Natixis DAI - 915891		800 000 000,00			
	Total			800 000 000,00		
	Total Section				2 059 450 221,53	
	Total Compte				2 059 450 221,53	
Total Compte de commerce					65 916 176 848,38	
Compte d'opérations monétaires	Émission des monnaies métalliques	Émission des monnaies métalliques - 951	Recettes - 95110			
				Rachat de la valeur faciale des monnaies de collection - 951105		38 750 845,26
				Monnaies de collection vendues à la Monnaie de Paris - 951106		2 239 175,00
				Recettes liées à l'augmentation de la circulation des monnaies métalliques en métropole - 951101		171 032 080,00
				Recettes liées à l'augmentation de la circulation des monnaies métalliques dans les DOM - 951102		8 059 872,16
				Recettes diverses - 951107		1 218 917,60
			Total			221 300 890,02
			Total Section			221 300 890,02
			Total Compte			221 300 890,02
			Opérations avec le Fonds monétaire international	Opérations avec le Fonds monétaire international - 952	Recettes - 95210	
	Ajustement des avoirs en Euros du FMI - 952106				706 689 793,04	
	Participations en Euros - 952108				83 724 906,53	
Total					790 414 699,57	
Total Section			790 414 699,57			
Total Compte			790 414 699,57			

Catégorie	Compte	Section	Ligne de prévision	Ligne d'exécution	Total des évaluations	Recouvrements effectués
Compte d'opérations monétaires	Pertes et bénéfices de change	Pertes et bénéfices de change - 953	Recettes - 95310			
				Gains de change sur opérations de fonctionnement et d'investissement - 953102	4 691 638,40	
				Gains de change sur opérations financières et de trésorerie - 953101	11 602 437,34	
				Total	16 294 075,74	
	Total Section		16 294 075,74			
	Total Compte				16 294 075,74	
Total Compte d'opérations monétaires					1 028 009 665,33	

SITUATION DÉFINITIVE DES RÉSULTATS COMPTABLES

**SITUATION RÉCAPITULATIVE POUR L'ENSEMBLE DE LA CATÉGORIE
RÉSULTATS COMPTABLES**

Catégorie	Mission	Balance d'entrée au 1er janvier		Opérations de l'année		Opérations d'apurements		Balance de sortie au 31 décembre	
		Solde débiteur	Solde créditeur	Dépenses	Recettes	Pertes	Profits	Solde débiteur	Solde créditeur
Compte d'affectation spéciale	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers		1 065 272 884,46	1 729 254 543,72	1 794 732 398,01				1 130 750 738,75
	Développement agricole et rural		121 087 812,63	141 753 681,15	154 940 706,33				134 274 837,81
	Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale		476 613 787,35	367 218 990,85	377 913 253,94				487 308 050,44
	Gestion du patrimoine immobilier de l'État		641 046 657,24	458 342 602,95	524 378 414,01				707 082 468,30
	Participation de la France au désendettement de la Grèce								
	Participations financières de l'État		6 746 557 626,86	15 574 118 661,04	13 215 321 681,60				4 387 760 647,42
	Pensions		8 939 172 469,26	64 303 986 506,65	63 160 998 817,62				7 796 184 780,23
Total Compte d'affectation spéciale			17 989 751 237,80	82 574 674 986,36	79 228 285 271,51				14 643 361 522,95
Compte de concours financiers	Accords monétaires internationaux								
	Avances à l'audiovisuel public		3 966 788,96	3 796 849 552,00	3 796 850 118,87				3 967 355,83
	Avances aux collectivités territoriales		3 019 149 148,88	123 795 917 646,87	120 191 799 886,56			584 968 611,43	
	Prêts à des États étrangers	16 748 995 881,29		541 104 114,47	1 647 963 677,50	377 697 624,95		15 264 438 693,31	
	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	3 992 481 626,61		496 967 146,19	525 245 472,87	24 000 000,00		3 940 203 299,93	
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	6 397 704 647,78		8 128 028 000,00	8 459 743 016,57			6 065 989 631,21	
Total Compte de concours financiers		27 139 182 155,68	3 023 115 937,84	136 758 866 459,53	134 621 602 172,37	401 697 624,95		25 855 600 235,88	3 967 355,83
Compte de commerce	Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires		106 657 326,75		1 028 681 979,59	1 028 055 660,78			107 283 645,56
	Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire			1 568 651,34	198 848 331,91	185 549 184,17			11 730 496,40
	Couverture des risques financiers de l'État	0,02			2 190 106 579,28	2 190 106 579,28			0,02
	Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État			64 194 272,67	742 319 074,00	722 179 064,16			44 054 262,83
	Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État			4 025 082 478,11	59 576 271 177,36	59 575 215 793,96			4 024 027 094,71
	Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés			109 360 425,86	8 137 064,50	3 833 266,11			105 056 627,47
	Opérations commerciales des domaines			172 915 801,61	65 798 581,44	115 178 104,00			222 295 324,17
	Régie industrielle des établissements pénitentiaires			34 440 219,43	38 259 606,63	36 608 974,39			32 789 587,19
	Soutien financier au commerce extérieur			4 331 517 110,01	1 748 731 791,84	2 059 450 221,53			4 642 235 539,70
Total Compte de commerce		106 657 326,77	8 739 078 959,03	65 597 154 186,55	65 916 176 848,38			119 014 141,98	9 070 458 436,07
Compte d'opérations monétaires	Émission des monnaies métalliques			211 185 315,07	127 053 442,27	221 300 890,02			305 432 762,82
	Opérations avec le Fonds monétaire international		17 759 861 181,75		274 668 569,60	790 414 699,57		17 244 115 051,78	
	Pertes et bénéfices de change		102 453 040,71		46 924 845,40	16 294 075,74		133 083 810,37	
Total Compte d'opérations monétaires		17 862 314 222,46	211 185 315,07	448 646 857,27	1 028 009 665,33			17 377 198 862,15	305 432 762,82
Total général des comptes spéciaux		45 108 153 704,91	29 963 131 449,74	285 379 342 489,71	280 794 073 957,59	401 697 624,95		43 351 813 240,01	24 023 220 077,67

REMISES DE DETTES EN FAVEUR DES PAYS PAUVRES
TRÈS ENDETTÉS

ABANDONS DE CRÉANCES AU TITRE DE DIVERS
PRÊTS DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

REMISES DE DETTES EN FAVEUR DES PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS

Les remises de dettes mentionnées dans le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes 2023 (article 6) couvrent les dispositifs qui relèvent :

- des Contrats de désendettement et de développement (C2D) ;
- de Conversion de dettes.

A. Dispositif des Contrats de désendettement et de développement (C2D)

L'allègement visé au IV de l'article 6 du présent projet de loi concerne le seul montant, en capital, de 345 648 311,51 €. Le montant global de créances au titre de prêts gérés par la Banque de France et Natixis, se décompose en capital, en intérêts capitalisés et en intérêts comme suit :

(en euros)

Pays	Capital	Intérêts capitalisés	Intérêts
<i>Prêts gérés par la Banque de France</i>			
Côte d'Ivoire	345 648 311,51	24 218 443,77	114 606 469,77
Total	345 648 311,51	24 218 443,77	114 606 469,77

B. Conversion de dettes

Dans le cadre des prêts gérés par la Banque de France et Natixis, le montant total des remises de dettes s'élève à 32 049 313,44€ en capital, compris dans le IV de l'article 6 du présent projet de loi. Il se décompose comme suit :

(en euros)

Pays	Capital	Intérêts capitalisés	Intérêts
<i>Prêts gérés par Natixis</i>			
Tunisie	32 049 313,44		2 030 983,63
Total	32 049 313,44		2 030 983,63

ABANDONS DE CREANCES AU TITRE DE DIVERS PRÊTS DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (FDES)

Sont abandonnées dans les comptes de l'État les créances détenues par l'État, pour un total de **24 000 000,00 €** en principal, au titre de prêts octroyés par l'État sur Fonds de développement économique et social (FDES), à la société mentionnée ci-après :

AIR AUSTRAL pour un montant en principal de 24 000 000,00 €.

TEXTES JURIDIQUES DES COMPTES SPÉCIAUX

COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SE POURSUIVENT EN 2024

CONTRÔLE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT ROUTIERS (MISSION YE)

MINISTÈRES GESTIONNAIRES :

INTÉRIEUR ET OUTRE-MER (PROGRAMMES 751 ET 753)

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET COHÉSION DES TERRITOIRES (PROGRAMME 754)

ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (PROGRAMME 755)

▪ Textes constitutifs :

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 49.
Loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, article 40-III.
Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, article 62.
Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, article 48.
Loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, article 24.
Loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, article 47.
Ordonnance n° 2024 du 6 novembre 2014, article 32.
Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, article 45.
Loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, article 43.
Loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificatives pour 2016, article 85.
Loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, article 48.
Loi n° 2019-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, article 89.
Loi n° 2020-1473 du 30 novembre 2020 de finances rectificative pour 2020, article 2.
Loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021, article 2.

▪ Objet :

Créé par la loi de finances du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le compte d'affectation spéciale (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » est composé des dépenses contribuant à la sécurité routière et à la modernisation de ses applications, mais aussi de dépenses contribuant au financement de certains équipements des collectivités territoriales et au désendettement de l'État. Les recettes du compte sont le produit des amendes perçues par la voie de systèmes automatisés de contrôle-sanction, à l'exception des fractions de ce produit affectées à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) et au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS, anciennement FMESPP) et le produit des amendes de police de la circulation et du stationnement routiers. Le CAS participe à l'objectif gouvernemental de lutte contre l'insécurité routière et, à travers cette dernière, de diminution de la mortalité et de l'accidentalité routières.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL (MISSION YF)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : AGRICULTURE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE (PROGRAMMES 775 ET 776)

▪ Textes constitutifs :

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 52.

- **Objet :**

Ce compte d'affectation spéciale sert à favoriser et accompagner la transformation des systèmes agricoles ainsi que les transitions indispensables des filières et des territoires de manière à faire face aux défis sans précédent auxquels est confrontée l'agriculture. Dans ce cadre, il retrace :

1° en recettes : une fraction, égale à 100 %, du produit de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles prévue à l'article 302 bis MB du code général des impôts ;

2° en dépenses : les opérations relatives au développement agricole et rural.

FINANCEMENT DES AIDES AUX COLLECTIVITÉS POUR L'ÉLECTRIFICATION RURALE (MISSION YK)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : TRANSITION ÉNERGÉTIQUE (PROGRAMMES 793 ET 794)

- **Textes constitutifs :**

Loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, article 7.

- **Objet :**

La mission « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » a pour objet de soutenir les autorités organisatrices de la distribution d'électricité (AODE), par une aide financière, dans leurs travaux de structuration des réseaux électriques ainsi que dans les opérations de maîtrise de la demande en électricité, de production d'énergie renouvelable en sites isolés et plus généralement de transition énergétique en milieu rural. Ce financement demeure un outil en faveur de l'égalité des territoires et de l'amélioration de la qualité de l'électricité distribuée dans les zones rurales. En effet la péréquation entre les zones de distribution de l'électricité urbaines et les zones rurales est indispensable au regard de la bien moindre rentabilité du service dans cette dernière zone.

Ce compte retrace :

1° en recettes : les contributions dues par les gestionnaires des réseaux publics de distribution en application du I bis de l'article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales ;

2° en dépenses :

- a) les aides liées au financement d'une partie du coût des travaux de développement et d'adaptation des réseaux ruraux de distribution publique d'électricité, prévues aux septième et huitième alinéas du I du même article L.2224-31 ;
- b) les frais liés à la gestion de ces aides.

GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE L'ÉTAT (MISSION YB)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (PROGRAMMES 721 ET 723)

- **Textes constitutifs :**

Rappel des textes pris antérieurement à l'entrée en vigueur de la LOLF :

Loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, article 8.

Textes pris dans le cadre de la LOLF :

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 47 modifié.
Loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, article 40-II.
Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, article 60.
Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, article 61.
Loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, article 38.
Loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, article 42 (V).
Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, articles 88 et 93.

▪ **Objet :**

La mission « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » est constituée par le compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État ». Elle comprend deux programmes : le programme n° 721 « Contribution des cessions immobilières au désendettement de l'État » et le programme n° 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État ». Le CAS « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » finance, grâce aux recettes issues des produits de cessions d'actifs immobiliers et des produits de redevances domaniales ou de loyers perçus par l'État, des projets immobiliers et des dépenses d'entretien à la charge du propriétaire, sur le parc immobilier dont l'État est propriétaire ou qui figure à l'actif de son bilan, utilisé par les pouvoirs publics, les administrations centrales des ministères, les services déconcentrés de l'État, des établissements publics et opérateurs de l'État. Le périmètre des dépenses imputables sur le CAS concerne les biens immobiliers propriétés de l'État (ou dont l'État a le contrôle agissant comme s'il était propriétaire), ainsi que des opérations réalisées par des établissements publics et opérateurs de l'État sur des immeubles propriétés de l'État.

Ce compte retrace :

1° en recettes :

- a) le produit des cessions des biens immeubles de l'État ainsi que des droits à caractère immobilier attachés aux immeubles de l'État ;
- b) les versements du budget général ;
- c) les fonds de concours ;
- d) le produit des redevances domaniales ou des loyers perçus par l'État, provenant des concessions ou autorisations de toute nature de la compétence du représentant du ministre chargé du budget dans le département, des concessions de logement dont l'État est propriétaire ou locataire et des locations d'immeubles de son domaine privé, ainsi que les redevances et les loyers du domaine public et privé dont le ministre des armées est le gestionnaire.

2° en dépenses :

- a) des dépenses d'investissement et de fonctionnement liées à des opérations immobilières ou des dépenses d'entretien du propriétaire réalisées par l'État sur des biens immobiliers dont l'État est propriétaire ou, lorsqu'il n'en a pas la propriété, sur des biens immobiliers figurant à l'actif de son bilan, sous réserve que ces dépenses soient directement liées à des opérations concourant à une gestion performante du parc immobilier de l'État ;
- b) des dépenses d'investissement et de fonctionnement liées à des opérations de cession, d'acquisition ou de construction d'immeubles du domaine de l'État ou des dépenses d'entretien du propriétaire réalisées par des établissements publics et autres opérateurs de l'État, sous réserve que ces dépenses soient directement liées à des opérations concourant à une gestion performante du parc immobilier de l'État ;
- c) des versements opérés au profit du budget général ;
- d) des versements opérés au profit du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » ;
- e) jusqu'au 31 décembre 2025, des dépenses d'investissement ou d'entretien du propriétaire réalisées par l'État sur les infrastructures opérationnelles de la défense nationale.

PARTICIPATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT (MISSION YC)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (PROGRAMMES 731 ET 732)

- **Textes constitutifs :**

Rappel des textes pris antérieurement à l'entrée en vigueur de la LOLF :

Loi de finances pour 1993, n° 92-1376 du 30 décembre 1992, article 71.
Loi de finances pour 1994, n° 93-1352 du 30 décembre 1993, article 68.
Loi de finances pour 1995, n° 94-1162 du 29 décembre 1994, article 31.
Loi de finances rectificative pour 1995, n° 95-885 du 4 août 1995, articles 5 et 16.
Loi de finances pour 1996, n° 95-1346 du 30 décembre 1995, article 39.
Loi de finances rectificative pour 1996, n° 96-1182 du 30 décembre 1996, article 4.
Loi de finances pour 1997, n° 96-1181 du 30 décembre 1996, article 62.
Loi de finances rectificative pour 1998, n° 98-1267 du 30 décembre 1998, article 43.
Loi de finances rectificative pour 1999, n° 99-1173 du 30 décembre 1999, article 46.
Loi de finances rectificative pour 2000, n° 2000-1353 du 30 décembre 2000, article 5.
Loi de finances pour 2002, n° 2001-1275 du 28 décembre 2001, article 34.
Loi de finances rectificative pour 2002, n° 2002-1576 du 30 décembre 2002, article 10.
Loi de finances pour 2003, n° 2002-1575 du 30 décembre 2002, articles 41 et 48.
Loi de finances pour 2004, n° 2003-1311 du 30 décembre 2003, article 72.
Loi de finances pour 2005, n° 2004-1484 du 30 décembre 2004, article 73.

Loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, article 21-I.

Textes pris dans le cadre de la LOLF :

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 :

- article 45 (clôture de l'ensemble des comptes d'affectation spéciale existants en 2005, dont le compte n°902-24, intitulé « Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés »);
- article 48: création du compte-mission intitulé «Participations financières de l'État».

Loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, notamment les articles 10,11 et 13.

- **Objet :**

Ce compte retrace :

1° en recettes :

- a) tout produit des cessions par l'État de titres, parts ou droits de sociétés qu'il détient directement;
- b) les produits des cessions de titres, parts ou droits de sociétés détenus indirectement par l'État qui lui sont reversés;
- c) les versements de dotations en capital, produits de réduction de capital ou de liquidation ;
- d) les remboursements des avances d'actionnaires et créances assimilées;
- e) les remboursements de créances résultant d'autres interventions financières de nature patrimoniale de l'État ;
- f) les versements du budget général.

2° en dépenses :

- a) les dotations à la Caisse de la dette publique et celles contribuant au désendettement d'établissements publics de l'État ;
- b) les dotations au Fonds de réserve pour les retraites ;

- c) les augmentations de capital, les avances d'actionnaire et prêts assimilés, ainsi que les autres investissements financiers de nature patrimoniale de l'État ;
- d) les achats et souscriptions de titres, parts ou droits de sociétés ;
- e) les commissions bancaires, frais juridiques et autres frais qui sont directement liés aux opérations mentionnées au a) du 1° (recettes), ainsi qu'aux c) et d) du 2° (dépenses).

PENSIONS (MISSION YD)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (PROGRAMMES 741, 742 ET 743)

- **Textes constitutifs :**

Loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, articles 20 et 21.

Textes pris dans le cadre de l'entrée en vigueur de la LOLF :

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 51.

- **Objet :**

Le compte d'affectation spéciale Pensions, prévu par l'article 21 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), est composé de trois programmes :

- **Section n°1 :** « Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité »
- **Section n°2 :** « Ouvriers des établissements industriels de l'État »
- **Section n°3 :** « Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions »

La section n°1 retrace principalement :

1° en recettes :

- a) la contribution employeur à la charge de l'État prévue au 1° de l'article L.61 du code des pensions civiles et militaires de retraite (PCMR) ;
- b) les contributions et transferts d'autres personnes morales prévues au 3° de l'article L.61 du code des PCMR ;
- c) la cotisation à la charge des agents prévue au 2° de l'article L.61 du même code ;
- d) une contribution employeur versée au titre du financement des allocations temporaires d'invalidité (ATI) prévues par l'article 65 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
- e) les versements réalisés par les agents au titre des validations de services, de la prise en compte des périodes d'études, et les récupérations des indus sur pensions.

2° en dépenses :

- a) les pensions versées au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite (PCMR) ainsi que les majorations de ces pensions ;
- b) les transferts vers d'autres personnes morales ;
- c) les allocations temporaires d'invalidité (ATI).

La section n°2 retrace :

- les recettes et dépenses au titre du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État ;
- les recettes et dépenses au titre du régime des rentes accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires.

La section n°3 retrace, en recettes et dépenses, les opérations relatives aux pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ainsi qu'aux pensions ou équivalents de pensions financés par l'État au titre d'engagements historiques et de reconnaissance de la Nation.

COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SE POURSUIVENT EN 2024

ACCORDS MONÉTAIRES INTERNATIONAUX (MISSION ZA)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (programmes 811, 812 et 813)

▪ **Textes constitutifs :**

Loi de finances pour 2006, VII article 46.

▪ **Objet :**

Ce compte retrace, respectivement en dépenses et en recettes, les opérations d'octroi et de remboursement des appels en garantie de convertibilité effectuées par le Trésor au profit des banques centrales liées à la France par un accord monétaire international.

AVANCES À L'AUDIOVISUEL PUBLIC (MISSION ZD)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (PROGRAMMES 841, 842, 843, 844, 845 ET 847)

▪ **Textes constitutifs :**

Rappel des textes pris antérieurement à l'entrée en vigueur de la LOLF :

Loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, articles 41, 55 et 82.

Textes pris dans le cadre de la LOLF :

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 46, I et VI, et article 167 ;
Loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, article 38 ;
Loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008, article 46 ;
Loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, article 57 ;
Loi n° 2009-431 du 20 avril 2009 de finances rectificative pour 2009, article 17 ;
Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, article 57 ;
Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, article 68 ;
Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, article 53 ;
Loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, article 55 ;
Loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, article 57 ;
Loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, article 44 ;
Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, article 48 ;
Loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, article 36 ;
Loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, article 53 ;
Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, article 95 ;
Loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, article 88 ;
Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, article 87 ;
Loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, article 50 ;
Loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, article 6.

- **Objet :**

Ce compte de concours financiers retrace :

1° en recettes : à la suite de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public par la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, les recettes du compte proviennent, jusqu'au 31 décembre 2024, d'une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée déterminée chaque année par la loi de finances de l'année.

2° en dépenses : le montant des avances accordées aux sociétés et à l'établissement public visés par les articles 44, 45 et 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

AVANCES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (MISSION ZC)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (PROGRAMMES 832, 833 ET 834)

- **Textes constitutifs :**

Rappel des textes pris antérieurement à l'entrée en vigueur de la LOLF :

Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie :

Avances spéciales sur recettes budgétaires :

Loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953, article 34 (permettant l'octroi d'avances sur recettes budgétaires à la Polynésie française, à Wallis et Futuna et à la Nouvelle-Calédonie).

Textes pris dans le cadre de la LOLF :

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 46, I et II ;
Loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, article 40-I-1°.

Avances aux collectivités territoriales rencontrant des difficultés momentanées de trésorerie ou décidant de contracter un emprunt :

Avances aux collectivités territoriales rencontrant des difficultés momentanées de trésorerie :

Loi n° 2007-224 du 21 février 2007, article 1er (II et IV) codifié à l'article L.6473-8 (collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon) ;

Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011, article 144 codifié aux articles L.2337-1 (communes), L.3336-1 (départements) et L.4333-1 (régions) du code général des collectivités territoriales.

Avances aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics décidant de contracter un emprunt :

Loi n° 2007-224 du 21 février 2007, article 1er (II et IV) codifié à l'article L.6473-9 (collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon) ;

Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011, article 144 codifié aux articles L.2337-2 du CGCT (communes), L.3336-1 du CGCT (départements) et L.4333-1 du CGCT (régions).

Avances sur le montant des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes :

Loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, article 59 ;

Circulaire n° MLTB0600079C du 21 novembre 2006 ;

Circulaire n° BCRZ1100005J du 20 janvier 2011 ;

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 46.

- **Objet :**

Ce compte de concours financiers est composé de trois sections :

La première section retrace, en dépenses et en recettes, le versement et le remboursement des avances de trésorerie aux collectivités et établissements publics, y compris la Nouvelle-Calédonie ; l'ordonnateur principal en est le ministre chargé de l'économie ;

La seconde section retrace, en dépenses et en recettes, le versement des avances mensuelles sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes ; l'ordonnateur principal en est le ministre chargé du budget ;

La troisième section retrace, en dépenses et en recettes, les versements et les remboursements d'avances remboursables au titre des droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités territoriales ; l'ordonnateur principal en est le ministre chargé du budget.

PRÊTS À DES ÉTATS ÉTRANGERS (MISSION ZE)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (PROGRAMMES 851,852, 853 ET 854)

- **Textes constitutifs :**

Rappel des textes pris antérieurement à la LOLF :

Prêts du Trésor à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France :

- Loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, article 62.

Prêts du Trésor à des États étrangers et à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social :

- Loi n° 76-1232 du 29 décembre 1976 de finances pour 1977, article 42 ;
- Loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 de finances pour 1993, article 80.

Textes pris dans le cadre de l'entrée en vigueur de la LOLF :

- Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 46, I et IV ;
- Loi n° 2010-463 du 7 mai 2010 de finances rectificative pour 2010, article 1^{er}.

- **Objet :**

Ce compte de concours financiers est composé de quatre sections :

- **Section n° 1 :** « Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France » ;
- **Section n° 2 :** « Prêts à des États étrangers pour la consolidation de dettes envers la France » ;
- **Section n° 3 :** « Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers » ;
- **Section n° 4 :** « Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro ».

La première section est débitée du montant des prêts consentis et créditée des remboursements en capital sur les prêts ainsi consentis.

La deuxième section, qui retrace l'exécution des accords conclus avec les gouvernements étrangers portant consolidation des dettes de leur pays envers la France, est débitée des versements opérés par le gouvernement français en vertu de ces accords et créditée des remboursements en capital effectués par les gouvernements étrangers.

La troisième section est débitée du montant des prêts accordés à l'Agence française de développement pour des opérations de développement économique et social dans des États étrangers et créditée des remboursements en capital effectués par l'Agence française de développement.

La quatrième section est débitée du montant des prêts consentis aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro en vue de favoriser la stabilité financière au sein de la zone euro et créditée des remboursements en capital effectués par les États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro.

PRÊTS ET AVANCES À DES PARTICULIERS OU À DES ORGANISMES PRIVÉS (MISSION ZF)

MINISTÈRES GESTIONNAIRES :

ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (PROGRAMMES 861,862, 868, 877 ET 878)

SERVICES DU PREMIER MINISTRE (PROGRAMME 876)

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET COHÉSION DES TERRITOIRES (PROGRAMME 869)

- **Textes constitutifs :**

Rappel des textes pris antérieurement à l'entrée en vigueur de la LOLF :

Prêts et avances pour le logement des agents de l'État :

- Subdivision créée par l'article 84 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959 de finances pour 1960 : avances aux agents de l'État pour l'amélioration de l'habitat.
- Subdivision créée par l'article 65 de la loi n° 78-1239 du 29 décembre 1978 de finances pour 1979 : avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement.

Prêts pour le développement économique et social :

- Loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959 de finances pour 1960, article 87 ;
- Décret n° 60-703 du 15 juillet 1960 ;
- Loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 de finances pour 1993, article 80.

Textes pris dans le cadre de la LOLF :

- Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 46, I et III.
- Loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, article 40-I-2°.
- Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, article 52.
- Loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, article 54.
- Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, article 23.

Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 :

- Décret n° 2020-712 du 12 juin 2020 relatif à la création d'un dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de covid-19.

▪ **Objet :**

Ce compte est composé de quatre sections :

- **Section n° 1 :** « Prêts et avances pour le logement des agents de l'État » ;
- **Section n° 2 :** « Prêts pour le développement économique et social » ;
- **Section n° 3 :** « Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle » ;
- **Section n° 4 :** « Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise du covid-19 ».

La première section ne comporte plus, depuis 2014, que les « avances aux agents de l'État pour l'amélioration de l'habitat » (ligne de recettes n° 02 et action n° 02 du programme n° 861) et les « avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement » (ligne de recettes n° 04 et action n° 04 du programme n° 861).

La deuxième section correspond :

- aux « Prêts pour le développement économique et social », (ligne de recette n° 06 et programme n° 862 qui retracent le versement et le remboursement de prêts consentis aux entreprises rencontrant des difficultés ponctuelles de financement) ;
- aux « Prêts et avances pour le développement du commerce avec l'Iran » (programme n° 868) ;
- aux « Prêts octroyés dans le cadre des programmes des investissements d'avenir » (programme n° 876) ;
- aux « Prêts en soutien à la filière nickel en Nouvelle Calédonie » (programme n° 878).

La troisième section comporte une unique action : « Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle » (programme n° 869).

La quatrième section comporte une unique action : « Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise du covid-19 » (programme n° 877) qui retrace en dépenses et en recettes les versements et les remboursements des avances remboursables et des prêts bonifiés destinés à soutenir la liquidité des petites et moyennes entreprises.

PRÊTS ET AVANCES À DIVERS SERVICES DE L'ÉTAT OU ORGANISMES GÉRANT DES SERVICES PUBLICS (MISSION ZB)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (PROGRAMMES 821, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829 ET 830)

▪ **Textes constitutifs :**

Textes pris dans le cadre de la LOLF :

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 46, I et V.
Loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, article 40-I-3°.

▪ **Objet :**

Ce compte de concours financiers retrace :

- les avances du Trésor octroyées à l'Agence de services et de paiement (ASP), au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune ;
- les avances du Trésor octroyées à des organismes distincts de l'État gérant des services publics : établissements publics nationaux, services concédés, sociétés d'économie mixte, organismes divers de caractère social ;
- les prêts et avances du Trésor octroyées à d'autres services de l'État : budgets annexes, services autonomes de l'État, services nationalisés ;

- les avances du Trésor octroyées à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex ;
- les prêts octroyés aux exploitants d'aéroports touchés par la crise du covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité;
- les prêts destinés à soutenir Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de covid-19 ;
- les prêts destinés à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité dans le contexte de l'épidémie de covid-19;
- les prêts octroyés à la métropole d'Aix-Marseille-Provence au titre du financement des infrastructures de transports collectifs du quotidien ;
- les prêts octroyés à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens.

Il est débité du montant des avances accordées et crédité des remboursements obtenus.

COMPTES DE COMMERCE

COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SE POURSUIVENT EN 2024

APPROVISIONNEMENT DE L'ÉTAT ET DES FORCES ARMÉES EN PRODUITS PÉTROLIERS ET ÉNERGIES ALTERNATIVES, BIENS ET SERVICES COMPLÉMENTAIRES (COMPTE 901)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ARMÉES

- **Textes constitutifs :**

Loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 de finances pour 1985, article 71.
Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, article 62.
Loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, article 57.
Loi n° 2009-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, article 46.

- **Objet :**

Ce compte de commerce retrace :

1° en recettes : les cessions de produits pétroliers et de biens et services complémentaires, nécessaires à l'utilisation des matériels de l'État et à l'exploitation de ses infrastructures pétrolières, les recettes liées à la fourniture de services associés, les revenus de l'exploitation de l'oléoduc Donges-Metz, les recettes relatives aux produits financiers utilisés pour couvrir les variations du prix des approvisionnements en produits pétroliers et le produit des aliénations et cessions de biens affectés à l'exploitation pétrolière, hors patrimoine immobilier ;

2° en dépenses : les opérations d'achats de produits pétroliers biens et services complémentaires, nécessaires à l'utilisation des matériels de l'État et à l'exploitation de ses infrastructures pétrolières, incluant les dépenses d'approvisionnement, de transport et de stockage externalisés et le retraitement de ces produits, le remboursement au budget du ministère des Armées des frais engagés à l'occasion des cessions de produits pétroliers à des organismes ou services ne relevant pas du ministère des Armées, les opérations d'achat de biens affectés à la réalisation du soutien pétrolier assurée par le service en charge de l'approvisionnement en produits pétroliers ainsi que les autres dépenses inhérentes à son activité, les charges d'exploitation de l'oléoduc Donges-Metz et les dépenses relatives aux produits financiers utilisés pour couvrir les variations du prix des approvisionnement en produits pétroliers.

CANTINE ET TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LE CADRE PÉNITENTIAIRE (COMPTE 912)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : JUSTICE

- **Textes constitutifs :**

Loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, article 39.

- **Objet :**

Ce compte de commerce est divisé en deux sections.

La **section 1** nommée « Cantine des détenus » retrace les opérations d'achat de biens et de services par l'administration pénitentiaire et leur revente aux personnes détenues.

Elle comporte :

- En recette : les ventes de biens de cantine, les ventes de prestations de service de cantine, les recettes diverses et accidentelles et les versements du budget général.
- En dépense : les achats de biens de cantine, les achats de prestations de service de cantine, les dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement liées à l'activité de cantine, les dépenses diverses et accidentelles et les versements au budget général.

La **section 2** nommée « Travail des détenus en milieu pénitentiaire » retrace les opérations liées au travail des personnes détenues accompli dans les conditions fixées par le code de procédure pénale.

Elle comporte :

- En recette : le produit du travail des personnes détenues, les recettes diverses et accidentelles et les versements du budget général.
- En dépense : les versements aux personnes détenues en contrepartie de leur travail, les cotisations sociales dues au titre des versements précités, les dépenses diverses et accidentelles et les versements au budget général.

COUVERTURE DES RISQUES FINANCIERS DE L'ÉTAT (COMPTE 910)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

▪ **Textes constitutifs :**

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 54.

▪ **Objet :**

Ce compte de commerce retrace les opérations de couverture des risques financiers de l'État effectuées au moyen d'instruments financiers à terme dans le cadre de l'autorisation prévue chaque année en loi de finances, à l'exception de celles liées à la gestion de la dette et de la trésorerie de l'État.

EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DES ATELIERS AÉRONAUTIQUES DE L'ÉTAT (COMPTE 902)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ARMÉES

▪ **Textes constitutifs :**

Loi n° 52-1402 du 30 décembre 1952 de finances pour 1953, article 25.

Loi n° 72-1121 du 20 décembre 1972 de finances pour 1973, article 71.

Décret n° 2007-1766 du 14 décembre 2007 fixant les attributions du service industriel de l'aéronautique.

Décret n° 2014-480 du 13 mai 2014 relatif au service industriel de l'aéronautique.

Décret n° 2020-1771 du 30 décembre 2020 relatif aux services de soutien et aux services interarmées du ministère de la défense.

▪ **Objet :**

Ce compte de commerce retrace les recettes et les dépenses afférentes aux réparations, modifications, fabrications et prestations diverses effectuées sur des matériels aéronautiques par le service industriel de l'aéronautique, y compris le remboursement des dépenses de personnel au budget général. Le produit des cessions de biens mobiliers affectés à l'exploitation des ateliers et le produit issu de la vente de l'énergie électrique produite par les ateliers industriels de l'aéronautique sont également pris en recette à ce compte.

GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT (COMPTE 903)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

▪ **Textes constitutifs :**

Loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, article 22.

Textes pris dans le cadre de l'entrée en vigueur de la LOLF :

Loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004, article 113.

▪ **Objet :**

Ce compte de commerce est divisé en deux sections :

La première section retrace les opérations relatives à la gestion de la dette et de la trésorerie de l'État, à l'exclusion des opérations de gestion active réalisées au moyen d'instruments financiers à terme.

Elle comporte, en recettes et en dépenses, les produits et les charges résultant de ces opérations, ainsi que les dépenses directement liées à l'émission de la dette de l'État.

Elle fait l'objet :

- de versements réguliers du budget général ;
- d'une autorisation de découvert limitative.

La seconde section dénommée retrace des opérations de gestion de la dette et de la trésorerie de l'État effectuées au moyen d'instruments financiers à terme. Elle comporte, en recettes et en dépenses, les produits et les charges des opérations d'échange de devises ou de taux d'intérêt, d'achat ou de vente d'options ou de contrats à terme sur titres d'État autorisées en loi de finances.

LANCEMENT DE CERTAINS MATÉRIELS DE GUERRE ET MATÉRIELS ASSIMILÉS (COMPTE 904)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

▪ **Textes constitutifs :**

Loi n°63-1293 du 21 décembre 1963 de finances rectificative pour 1963, article 5.

Loi n°64-1278 du 23 décembre 1964 de finances rectificative pour 1964, article 20.

Loi n°67-1114 du 21 décembre 1967 de finances pour 1968, article 90.

Loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, article 94.

▪ **Objet :**

Ce compte de commerce retrace les opérations de recettes et de dépenses auxquelles donnent lieu l'octroi et le remboursement des avances prévues en application de l'article 5 de la loi n°63-1293 du 21 décembre 1963 par les contrats conclus pour le lancement de certains matériels d'armement complexes.

Le compte est débité du montant des avances consenties ; il est crédité des opérations ainsi que du produit des paiements en capital, en redevance et en intérêts réalisés par les entreprises bénéficiaires des avances.

OPÉRATIONS COMMERCIALES DES DOMAINES (COMPTE 907)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

▪ **Textes constitutifs :**

Loi n° 49-310 du 8 mars 1949 relative aux comptes spéciaux du Trésor, article 10.

Loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, article 79.

Loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004, article 115.

▪ **Objet :**

Ce compte de commerce, non doté de crédits, retrace les recettes et les dépenses qui donnent lieu :

- au fonctionnement du service des ventes mobilières de l'état et des patrimoines privés ;
- à la gestion des cités administratives ;
- aux cessions de parcelles de terrains de la zone dite des « cinquante pas géométriques », en Guadeloupe et Martinique ;
- aux opérations réalisées qui sont liées aux remises effectuées en application de décisions de justice pour les biens de nature mobilière ne nécessitant pas d'actes d'administration et/ou de gestion, ainsi que les opérations de revente des biens mobiliers dont la propriété est transférée à l'État en application de l'article 41-4 du code de procédure pénale.

RÉGIE INDUSTRIELLE DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES (COMPTE 909)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : JUSTICE

▪ **Textes constitutifs :**

Loi n° 50-1615 du 31 décembre 1950 de finances pour 1951 modifiée.

▪ **Objet :**

Ce compte de commerce retrace les opérations relatives à la fabrication et à la vente d'objets divers par les ateliers industriels des établissements pénitentiaires, à la fourniture de prestations de services et aux opérations de négoce effectuées à titre accessoire.

Le compte supporte :

- En dépenses: le prix des matières premières et des fournitures, le coût des installations de production, la rémunération du travail des détenus, les frais généraux et le remboursement au budget général d'une part des traitements et indemnités des agents affectés à la régie industrielle.
- En recettes: le produit de la vente des objets fabriqués, des prestations de service et des opérations de négoce visés précités, et les financements externes éventuellement perçus (notamment au titre de l'activité agricole).

SOUTIEN FINANCIER AU COMMERCE EXTÉRIEUR (COMPTE 915)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

▪ **Textes constitutifs :**

Loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, article 47.

Loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, article 26.

Projet de loi de finances pour 2023.

▪ **Objet :**

Ce compte de commerce retrace les opérations relatives aux garanties publiques de soutien à l'export, à savoir :

- les garanties prévues par les articles L. 432-1 à L. 432-5 du code des assurances, qui couvrent des opérations d'assurance (assurance-crédit et investissement, garantie du risque exportateur, garantie de change, garantie du risque économique, assurance prospection) et de réassurance (Cap Francexport et Cap Francexport +) gérées au nom, sous le contrôle et pour le compte de l'État selon un régime de « garantie directe » par Bpifrance Assurance Export (Bpifrance AE) depuis 2017 en application de l'article 103 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015. Depuis 2016, ces garanties étaient gérées par Natixis ;
- les garanties prévues par l'article 119 de la loi n° 2005-1720 de finances rectificative pour 2005, qui permet à l'État de garantir des cautions, garanties et préfinancements émis dans le cadre d'opérations de construction navales civiles. Cette garantie, gérée jusqu'à fin 2022 par la Caisse française de développement industriel (CFDI), est également devenue directe en application de l'article 108 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015.

Ce compte de commerce retrace la gestion des opérations d'assurance et de réassurance : encaissement des primes, indemnisation des sinistres, gestion des récupérations, etc., en conciliant la nature commerciale et pluriannuelle de ces opérations avec le respect des règles d'enregistrement budgétaire et comptable.

Le projet de loi de finances pour 2023 prévoit le transfert à Bpifrance Assurance Export des missions financières exercées depuis 1997 par Natixis pour l'État. Ce transfert devrait s'accompagner de deux modifications concernant le compte de commerce 915 : i) intégration d'une section liée à la procédure de stabilisation de taux d'intérêt ; ii) reprise par Bpifrance Assurance Export de la mission de gestion des garanties pour la construction navale, jusque-là réalisée par la société CFDI (filiale de Natixis), qui sera liquidée à l'occasion du transfert.

COMPTES D'OPÉRATIONS MONÉTAIRES

COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SE POURSUIVENT EN 2024

ÉMISSIONS DES MONNAIES MÉTALLIQUES (COMPTE 951)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

▪ **Textes constitutifs :**

Loi n° 60-1356 du 17 décembre 1960 de finances rectificative pour 1960, article 3.
Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, article 46-X.

▪ **Objet :**

Ce compte d'opérations monétaires retrace les opérations de recettes et de dépenses auxquelles donnent lieu l'émission et le retrait des monnaies métalliques.

Il est :

- crédité de la valeur faciale des pièces de monnaie courante mises en circulation, lorsqu'elle est excédentaire par rapport aux retraits constatés au cours de la période de référence, ainsi que du produit de la vente des pièces démonétisées et du droit de seigneurage perçu au titre des monnaies de collection ;
- débité de la valeur faciale des pièces de monnaie courante mises en circulation, lorsqu'elle est déficitaire par rapport aux retraits constatés au cours de la période de référence, des frais de fabrication et de commercialisation desdites pièces et du coût de dénaturación de pièces stockées et inutilisées.

OPÉRATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (COMPTE 952)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

▪ **Textes constitutifs :**

Loi n° 62-643 du 7 juin 1962 de finances rectificative pour 1962, article 2.

▪ **Objet :**

Ce compte spécial retrace les opérations financières résultant pour l'État de sa participation au Fonds monétaire international (FMI). Ces opérations interviennent :

- entre l'État et le FMI (1^e section du compte : « Relations avec le FMI ») ;
- entre l'État et la Banque de France (2^e section du compte : « Relations avec la Banque de France »).

Elles sont retracées ici pour information uniquement : elles n'ont en effet aucun impact sur le budget de l'État ni sur sa trésorerie. Cette neutralité est assurée principalement par le mécanisme suivant : les ressources mises à la disposition du FMI, assimilées à des prêts, ont comme contrepartie comptable une créance sur le FMI ; lorsque ce dernier effectue un tirage sur ces ressources, la créance correspondante est achetée à l'État par la Banque de France, pour laquelle elle constitue une composante de ses réserves officielles de change.

PERTES ET BÉNÉFICES DE CHANGE (COMPTE 953)

MINISTÈRE GESTIONNAIRE : ÉCONOMIE, FINANCES ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

▪ **Textes constitutifs :**

Loi n° 49-310 du 8 mars 1949, article 20.

▪ **Objet :**

Ce compte retrace les opérations de recettes et de dépenses auxquelles donnent lieu :

- la prise en compte de toutes les pertes et de tous les bénéfices constatés dans les écritures comptables en raison des fluctuations des devises étrangères ;
- le jeu des garanties de change dont sont assortis certains avoirs en euro ou certains engagements de l'État.

BUDGETS ANNEXES

CONTRÔLE ET EXPLOITATION AÉRIENS

SITUATION DÉFINITIVE DES RECETTES 2023

Numéro des lignes	Désignation des recettes	Evaluation des recettes			Produits nets constatés	Excédents		Observations
		Evaluation initiale en LFI	LFG Loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion pour 2023	Total		des produits constatés sur les évaluations	des évaluations sur les produits constatés	
70.10	Ventes produits fabriqués, prestations de services, marchandises	169 610,60		169 610,60	734 559,18	564 948,58		
70.61	Redevances de route	1 481 760 000,00	5 140 000,00	1 486 900 000,00	1 518 807 368,03	31 907 368,03		
70.62	Redevance océanique	10 000 000,00	-2 030 000,00	7 970 000,00	14 547 186,49	6 577 186,49		
70.63	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole	230 300 000,00	10 700 000,00	241 000 000,00	227 350 793,06		13 649 206,94	
70.64	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour l'Outre-Mer	24 300 000,00		24 300 000,00	33 318 125,73	9 018 125,73		
70.65	Redevances de route. - Autorité de surveillance							
70.66	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne. - Autorité de surveillance							Total des recettes d'activité
70.67	Redevances de surveillance et de certification	25 548 411,00		25 548 411,00	26 737 249,35	1 188 838,35		2 351 033 346,54
70.68	Prestations de service	2 439 704,71		2 439 704,71	11 828 341,41	9 388 636,70		TOTAL NET
70.80	Autres recettes d'exploitation	599 547,00		599 547,00	799 406,07	199 859,07		2 351 033 346,54
71.30	Variation des stocks (production stockée)							Fonds de concours
72.00	Production immobilisée							30 693 661,77
74.00	Subventions d'exploitation				7 897 763,63	7 897 763,63		
75.00	Autres produits de gestion courante	16 890,00		16 890,00	0,00		16 890,00	
75.01	Taxe de l'aviation civile	449 879 812,29	39 721 718,00	489 601 530,29	492 521 685,16	2 920 154,87		
75.02	Frais d'assiette et de recouvrement sur taxes perçues	5 103 267,40		5 103 267,40	7 425 511,24	2 322 243,84		
75.03	Taxe de solidarité - Hors plafond	0,00		0,00	0,00	0,00		
76.00	Produits financiers	0,00		0,00	0,00	0,00		
77.81	Produits exceptionnels hors cessions immobilières	274 247,00	19 362 047,00	19 636 294,00	2 008 441,31		17 627 852,69	
77.82	Produits exceptionnels issus des cessions immobilières							
78.00	Reprises sur amortissements et provisions				0,00			
79.00	Autres recettes				7 049 915,88	7 049 915,88		
92.00	Produits de cessions hors immobilier			0,00				
92.82	Cessions corporelles immobilières (CAS)	2 000 000,00	-2 000 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00		
	Totaux des recettes d'activité	2 232 391 490,00	70 893 765,00	2 303 285 255,00	2 351 033 346,54	47 741 091,54		
	Fonds de concours et ADP				30 693 661,77			
	Totaux nets des recettes d'activité du budget annexe du Contrôle et exploitation aériens, hors fonds de concours et ADP	2 232 391 490,00	70 893 765,00	2 303 285 255,00	2 320 339 684,77	47 741 091,54		

Pour info : Fonds de concours et ADP (évaluation initiale en LFI)

19 362 048,00

PRÉSENTATION BUDGÉTAIRE 2023

Activité courante			
Dépenses par titre		Recettes	
Dépenses de personnel (T2)	1 258 756 193,01	Redevances de route	1 518 807 368,03
<i>dont personnel en activité</i>	<i>970 020 780,04</i>	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole	227 350 793,06
<i>dont pensions</i>	<i>288 735 412,97</i>	Redevance océanique et redevances pour services terminaux de la circulation aérienne en outre-mer	47 865 312,22
Dépenses de fonctionnement (T3)	628 944 328,76	Redevances de surveillance et de certification	26 737 249,35
Charges de la dette de l'État (T4)	19 615 473,43	Tarif de l'aviation civile (part de la taxe sur le transport aérien de marchandises et de la taxe sur le transport aérien de passagers)	484 623 717,69
Dépenses d'investissement (T5)	195 668 977,68	Tarif de solidarité de la taxe sur le transport aérien de passagers	
Dépenses d'intervention (T6)	2 271 825,00	Contribution Bâle-Mulhouse	7 897 967,47
Dépenses d'opérations financières (T7)		Frais d'assiette et recouvrement sur taxes perçues pour le compte de tiers	7 425 511,24
		Recettes diverses	30 318 427,48
		Produit de cession d'actif	7 000,00
Total des dépenses (A)	2 105 256 797,88	Total des recettes (B)	2 351 033 346,54
		Solde budgétaire 2023 (B-A)	245 776 548,66
Financement de l'activité			
Emplois		Ressources	
Remboursement d'emprunt	367 175 908,00	Nouvel emprunt	50 000 000,00
		Autre ressource de financement	
Total des emplois (C)	367 175 908,00	Total des ressources (D)	50 000 000,00
		Solde financier (B+D-A-C)	- 71 399 359,34
Trésorerie et dette			
Trésorerie		Dette	
		Encours de dette au 31/12/2022 (E)	2 709 830 523,27
		Flux résultant du financement en 2023 (F=D-C)	- 317 175 908,00
		Plafond de dette autorisé au 31/12/2023 (G=E+F)	2 392 654 615,27
Trésorerie au 31/12/2023 (H)	323 450 000,00	Dette nette au 31/12/2023 (G-H)	2 069 204 615,27

SITUATION, PAR PROGRAMME ET TITRE, DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT OUVERTES ET DES AUTORISATIONS CONSOMMÉES 2023

Programmes et titres	Autorisations d'engagement initiales	Modifications d'autorisations d'engagement intervenues en cours d'année				Recyclage d'AE	Fongibilité asymétrique	Total des autorisations d'engagement	Autorisations consommées brutes	Rétablissement de crédits	Autorisations consommées nettes	Modifications d'autorisations d'engagement à demander dans le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Autorisations reportées à N+1
		Modifications d'autorisations d'engagement liées aux mesures législatives (LFR/LFG)		Modifications d'autorisations d'engagement liées aux mesures réglementaires (**)								Ouvertures	Annulations	
		+	-	+	-									
613- Soutien aux prestations de l'aviation civile														
Titre 2 - Dépenses de personnel	1 282 000 727,00		-2 000 000,00				1 279 346 671,62	1 259 967 247,86	-1 211 054,85	1 258 756 193,01	0,00	20 590 478,61		
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	142 131 245,00			756 458,54		166 652,52	143 708 411,44	168 875 821,48	-1 382 295,60	167 493 525,88	24 387 602,44	0,00	0,00	602 488,00
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	21 748 831,00		-400 000,00				20 448 831,00	19 615 473,43		19 615 473,43	0,00	833 357,57		
Titre 5 - Dépenses d'investissement	37 775 485,00			4 972 190,51		195 731,66	42 943 407,17	9 532 126,24		9 532 126,24	0,00	23 508 223,46		9 903 057,47
Titre 6 - Dépenses d'intervention	145 000,00						145 000,00	94 000,00		94 000,00	0,00	51 000,00		
Titre 7 - Dotations en fonds propres							0,00	0,00		0,00	0,00	0,00		
Totaux pour le programme 613	1 483 801 288,00	0,00	-2 400 000,00	4 972 190,51	-143 541,46	362 384,18	1 486 592 321,23	1 458 084 669,01	-2 593 350,45	1 455 491 318,56	24 387 602,44	44 983 059,64		10 505 545,47
612- Navigation aérienne														
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	320 716 391,00			5 571 092,97		3 824 464,66	330 111 948,63	446 117 791,62	-2 241,54	446 115 550,08	116 003 984,45	0,00		383,00
Titre 5 - Dépenses d'investissement	253 753 772,00		-1 500 000,00	101 057 994,49		2 271 702,72	355 583 469,21	164 135 143,56		164 135 143,56	0,00	115 967 984,45		75 480 341,20
Titre 6 - Dépenses d'intervention	36 000,00						36 000,00	0,00		0,00	0,00	36 000,00		
Totaux pour le programme 612	574 506 163,00	0,00	-1 500 000,00	106 629 087,46	0,00	6 096 167,38	685 731 417,84	610 252 935,18	-2 241,54	610 250 693,64	116 003 984,45	116 003 984,45		75 480 724,20
614- Transports aériens, surveillance et certification														
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	31 289 505,00			8 739 588,75		83 570,02	40 112 663,77	45 366 670,04	-10 998,27	45 355 671,77	5 514 471,00	0,00		271 463,00
Titre 5 - Dépenses d'investissement	12 162 150,00		-600 000,00	1 567 139,76		78 418,22	13 207 707,98	4 853 920,31		4 853 920,31	0,00	6 082 668,19		2 271 119,48
Titre 6 - Dépenses d'intervention	2 000 000,00						2 000 000,00	2 101 601,00		2 101 601,00	101 601,00	0,00		
Totaux pour le programme 614	45 451 655,00	0,00	-600 000,00	10 306 728,51	0,00	161 988,24	55 320 371,75	52 322 191,35	-10 998,27	52 311 193,08	5 616 072,00	6 082 668,19		2 542 582,48
Totaux généraux bruts	2 103 759 106,00	0,00	-4 500 000,00	121 908 006,48	-143 541,46	6 620 539,80	2 227 644 110,82	2 120 659 795,54	-2 606 590,26	2 118 053 205,28	146 007 658,89	167 069 712,28		88 528 852,15
A déduire : Fonds de concours et ADP (**)				31 689 827,77			31 689 827,77	30 114 545,88		30 114 545,88	0,00	17 809,89		1 557 472,00
Total net hors fonds de concours et ADP	2 103 759 106,00	0,00	-4 500 000,00	90 218 178,71	-143 541,46	6 620 539,80	2 195 954 283,05	2 090 545 249,66	-2 606 590,26	2 087 938 659,40	146 007 658,89	167 051 902,39		86 971 380,15

(**) les FDC-ADP ne sont pas présentés au vote en LFI

19 362 046,00

(***) Tous reports 2022 sur 2023 + FDC/ADP ouverts en 2023 + DV 2023

SITUATION, PAR PROGRAMME ET TITRE, DES CRÉDITS DE PAIEMENTS OUVERTS ET DES DÉPENSES CONSTATÉES 2023

Programmes et titres	Crédits de paiements initiaux	Modifications de crédits ouverts intervenues en cours d'année				Fongibilité asymétrique	Total des crédits de paiements	Dépenses constatées	Rétablissement de crédits	Dépenses nettes	Modifications de crédits à demander dans le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Crédits reportés à N+1
		Modifications des crédits ouverts liées aux mesures législatives (LFR/LFG)		Modifications des crédits ouverts liées aux mesures réglementaires (***)							Ouvertures (+)	Annulations (-)	
		+	-	+	-								
613- Soutien aux prestations de l'aviation civile													
Titre 2 - Dépenses de personnel	1 282 000 727,00		-2 000 000,00		-654 055,38	1 279 346 671,62	1 259 967 247,86	-1 211 054,85	1 258 756 193,01	0,00	20 590 478,61		
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	142 131 245,00		-3 000 000,00	11 172 429,54	654 055,38	150 957 729,92	163 607 420,18	-1 382 295,60	162 225 124,58	16 000 516,66	0,00	4 733 122,00	
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	21 748 831,00			-900 000,00		20 848 831,00	19 615 473,43		19 615 473,43	0,00	1 233 357,57		
Titre 5 - Dépenses d'investissement	37 775 485,00		-6 000 000,00	5 691 284,00		37 466 769,00	6 988 561,70		6 988 561,70	0,00	30 478 207,30		
Titre 6 - Dépenses d'intervention	145 000,00					145 000,00	94 000,00		94 000,00	0,00	51 000,00		
Titre 7 - Dotations en fonds propres						0,00	0,00		0,00	0,00	0,00		
Totaux pour le programme 613	1 483 801 288,00	0,00	-11 000 000,00	15 963 713,54	0,00	1 488 765 001,54	1 450 272 703,17	-2 593 350,45	1 447 679 352,72	16 000 516,66	52 353 043,48	4 733 122,00	
612- Navigation aérienne													
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	320 716 391,00			13 828 702,97		334 545 093,97	424 589 627,82	-2 241,54	424 587 386,28	98 618 200,31	0,00	8 575 908,00	
Titre 5 - Dépenses d'investissement	271 811 170,00		-1 500 000,00	24 858 884,51		295 170 054,51	183 789 088,43		183 789 088,43	0,00	98 648 200,31	12 732 765,77	
Titre 6 - Dépenses d'intervention	36 000,00					36 000,00	66 000,00		66 000,00	30 000,00	0,00		
Totaux pour le programme 612	592 563 561,00	0,00	-1 500 000,00	38 687 587,48	0,00	629 751 148,48	608 444 716,25	-2 241,54	608 442 474,71	98 648 200,31	98 648 200,31	21 308 673,77	
614- Transports aériens, surveillance et certification													
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	31 289 505,00			8 762 914,75		40 052 419,75	42 142 816,17	-10 998,27	42 131 817,90	2 759 969,15	0,00	680 571,00	
Titre 5 - Dépenses d'investissement	12 162 150,00		-200 000,00	798 256,00		12 760 406,00	4 891 327,55		4 891 327,55	0,00	6 954 950,45	914 128,00	
Titre 6 - Dépenses d'intervention	2 000 000,00					2 000 000,00	2 111 825,00		2 111 825,00	111 825,00	0,00		
Totaux pour le programme 614	45 451 655,00	0,00	-200 000,00	9 561 170,75	0,00	54 812 825,75	49 145 968,72	-10 998,27	49 134 970,45	2 871 794,15	6 954 950,45	1 594 699,00	
Totaux généraux bruts	2 121 816 504,00	0,00	-12 700 000,00	64 212 471,77	0,00	2 173 328 975,77	2 107 863 388,14	-2 606 590,26	2 105 256 797,88	117 520 511,12	157 956 194,24	27 636 494,77	
Solde budgétaire	110 574 986,00					110 574 986,00	0,00		245 776 548,66	135 201 562,66			
Totaux généraux bruts	2 232 391 490,00	0,00	-12 700 000,00	64 212 471,77	0,00	2 283 903 961,77	2 107 863 388,14	-2 606 590,26	2 351 033 346,54	252 722 073,78	157 956 194,24	27 636 494,77	
A déduire : solde budgétaire	110 574 986,00					110 574 986,00	0,00		245 776 548,66	135 201 562,66			
Totaux généraux nets y compris fonds de concours et ADP (SAUF en LFI)	2 121 816 504,00	0,00	-12 700 000,00	64 212 471,77	0,00	2 173 328 975,77	2 107 863 388,14	-2 606 590,26	2 105 256 797,88	117 520 511,12	157 956 194,24	27 636 494,77	
A déduire : Fonds de concours et ADP (**)				45 330 494,77		45 330 494,77	23 063 396,46		23 063 396,46		51 066,31	22 216 032,00	
Total net hors fonds de concours et ADP	2 121 816 504,00	0,00	-12 700 000,00	18 881 977,00	0,00	2 140 698 481,00	2 084 799 991,68	-2 606 590,26	2 082 193 401,42	117 520 511,12	157 905 127,93	5 420 462,77	

(**) les FDC-ADP ne sont pas présentés au vote en LFI

19 362 048,00

(***) Tous reports 2022 sur 2023 + FDC/ADP ouverts en 2023 + DV 2023

BILAN 2023

	2023			2022	2021
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 009 503 970,02	-1 400 201 111,80	609 302 858,22	614 144 661,46	556 959 629,81
203 - FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	5 149 650,16	-5 148 242,32	1 407,84	46 527,84	145 062,99
205 - CONCESSIONS/BREV./LIC./MARQUES/PROCEDES	1 042 466 703,62	-605 779 091,45	436 687 612,17	447 862 690,65	321 303 905,57
208 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	789 319 799,03	-789 273 778,03	46 021,00	1 664 651,75	8 705 417,06
232 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS	123 807,50	0,00	123 807,50	134 297,95	134 297,95
237 - AVANCES ET ACOMPTES SUR IMMO. INCORPOR.	172 444 009,71	0,00	172 444 009,71	164 436 493,27	226 670 946,24
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 067 395 277,47	-2 462 662 585,55	604 732 691,92	598 980 904,82	586 107 857,57
211 - TERRAINS	23 400 154,15	0,00	23 400 154,15	23 400 154,15	23 398 478,43
212 - AGENCEMENT DES TERRAINS	33 577 006,40	-28 890 740,29	4 686 266,11	5 092 850,31	5 397 959,70
213 - CONSTRUCTIONS	1 073 321 888,25	-943 102 338,74	130 219 549,51	117 436 156,64	131 736 843,51
214 - CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	36 435,30	-36 435,30	0,00	0,00	4 600,23
215 - INSTAL. TECH/MAT ET OUTILLAGE IND.	1 206 123 167,06	-1 017 020 636,58	189 102 530,48	188 620 596,06	190 202 360,40
216 - COLLECTIONS	15 867 620,35	-10 404 221,28	5 463 399,07	6 309 298,68	5 559 915,61
218 - AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	471 007 287,63	-463 208 213,36	7 799 074,27	8 512 833,85	7 591 276,09
22 - IMMOS CORPORELLES MISES EN CONCESSION	2 245 019,53	0,00	2 245 019,53	2 245 019,53	2 245 019,53
231 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	113 217 370,35	0,00	113 217 370,35	133 094 233,45	111 687 531,88
238 - AVANCE ET ACOMPTÉ SUR IMMO. CORPORELLES	128 599 328,45	0,00	128 599 328,45	114 269 762,15	108 283 872,19
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	49 457 209,49	0,00	49 457 209,49	46 457 209,49	43 457 209,49
26 - PARTICIPATIONS	49 457 209,49	0,00	49 457 209,49	46 457 209,49	43 457 209,49
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 126 356 456,98	-3 862 863 697,35	1 263 492 759,63	1 259 582 775,77	1 186 524 696,87
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS ET EN-COURS	10 337 750,91	0,00	10 337 750,91	11 869 490,88	11 384 308,11
32 - AUTRES APPROVISIONNEMENTS	10 002 930,65	0,00	10 002 930,65	11 546 757,36	11 051 054,86
352 - PIECES DETACHEES	334 820,26	0,00	334 820,26	322 733,52	333 253,25
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE	766 639,17	0,00	766 639,17	1 071 665,32	1 198 824,47
CREANCES D'EXPLOITATION	473 762 300,90	-11 828 659,51	461 933 641,39	424 794 529,72	379 895 672,01
41-42-44-46-49 CREANCES CLIENTS & RATTACHES	472 633 757,34	-11 828 659,51	460 805 097,83	423 933 048,52	378 979 056,60
41-42-43-46-47 - AUTRES CREANCES D'EXPLOIT	1 128 543,56	0,00	1 128 543,56	861 481,20	916 615,41
DISPONIBILITES	395 246 873,41	0,00	395 246 873,41	455 919 222,15	474 694 994,78
REGIES D'AVANCE ET ACCREDITIFS	47 500,00	0,00	47 500,00	47 500,00	49 500,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	880 161 064,39	-11 828 659,51	868 332 404,88	893 702 408,07	867 223 299,37
TOTAL ACTIFS	6 006 517 521,37	-3 874 692 356,86	2 131 825 164,51	2 153 285 183,84	2 053 747 996,24
CAPITAUX PROPRES					
DOTATIONS	24 350 154,40	0,00	24 350 154,40	24 350 154,40	24 350 154,40
RESERVES	-57 655 970,96	0,00	-57 655 970,96	-45 673 261,27	-43 932 726,67
REPORT A NOUVEAU	-911 306 515,32	0,00	-911 306 515,32	-982 951 808,44	-70 720 571,61
RESULTAT DEFICITAIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	-912 231 236,83
RESULTAT BENEFICIAIRE	311 395 525,15	0,00	311 395 525,15	71 645 293,12	0,00
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-633 216 806,73	0,00	-633 216 806,73	-932 629 622,19	-1 002 534 380,71
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
1511 - PROVISIONS POUR LITIGES	2 915 479,60	0,00	2 915 479,60	1 993 357,50	873 352,00
PROVISIONS POUR CHARGES	9 461 833,00	0,00	9 461 833,00	9 889 918,00	9 797 691,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	12 377 312,60	0,00	12 377 312,60	11 883 275,50	10 671 043,00
DETTES					
DETTES FINANCIERES	2 392 654 614,96	0,00	2 392 654 614,96	2 709 830 522,69	2 689 806 430,42
167 - EMPRUNTS ASSORTIS DE CONDITIONS PARTIC	2 392 654 614,96	0,00	2 392 654 614,96	2 709 830 522,69	2 689 806 430,42
DETTES D'EXPLOITATION	277 273 684,77	0,00	277 273 684,77	276 281 584,80	271 210 154,65
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	1 247 300,68	0,00	1 247 300,68	1 253 477,26	1 284 495,31
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 918 826,80	0,00	1 918 826,80	2 382 381,20	1 679 753,01
AUTRES DETTES DE PERSONNEL	-21 891,28	0,00	-21 891,28	-94 567,55	-41 223,50
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	252 516 627,82	0,00	252 516 627,82	256 884 852,47	254 952 778,08
CHARGES A PAYER	21 612 820,75	0,00	21 612 820,75	15 855 441,42	13 334 351,75
COMPTES DE REGULARISATION	82 736 358,91	0,00	82 736 358,91	87 919 423,04	84 594 748,88
PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE	82 736 358,91	0,00	82 736 358,91	87 919 423,04	84 594 748,88
TOTAL DETTES	2 752 664 658,64	0,00	2 752 664 658,64	3 074 031 530,53	3 045 611 333,95
TOTAL PASSIFS	2 131 825 164,51	0,00	2 131 825 164,51	2 153 285 183,84	2 053 747 996,24

COMPTE DE RESULTAT 2023

Charges					Produits				
Intitulé	2023		2022	2021	Intitulé	2023		2022	2021
		Totaux partiels					Totaux partiels		
60 - ACHATS		53 961 891,31	39 473 378,08	37 798 961,52	70 - VENTE MARCHANDISE PRESTATION DE SERVICE		1 867 998 774,23	1 641 028 310,08	813 688 626,15
607 - ACHATS DE MARCHANDISES	89 153,98				701 - VENTES DE PRODUITS FINIS	713 575,03			
601 à 602 - ACHATS STOCKES d'APPRO.	1 76 945,20				704 - TRAVAUX	16 312,42			
6031 à 6032 - VARIATIONS DE STOCKS	1 531 739,97				705 - ETUDES	2 597 630,92			
605 - MATERIELS, EQUIPEMENTS	20 559,26				7061 - REDEVANCES ROUTE OCEANIQUE	1 557 942 535,88			
606 - MATIERES ET FOURNITURES	52 143 512,06				7062 - RSTCA	268 981 805,38			
609 - RABAIS ET REMISES ACHAT	-19,16				7063/7064/7067 - AUTRES REDEVANCES ET RSC	27 752 645,00			
61-62 - SERVICES EXTERIEURS		225 382 641,72	221 010 248,45	214 967 820,62	7068 - VENTES PRESTATIONS DE SERVICE	9 226 133,63			
611 - SOUS-TRAITANCE GENERALE	8 406,70				7083 - LOCATIONS	728 965,19			
612 - CREDIT-BAIL	1,20				7088 - AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	39 170,58			
613 - LOCATION IMMOBILIERE ET MOBILIERE	6 585 370,95				73 - PRODUIT DE REVERSEMENT PAR DES TIERS			30 946,70	4 074,20
614 - CHARGES LOCATIVES	279 838,66				74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		21 217 766,64	17 382 366,39	25 539 796,60
615 - ENTRETIEN ET REPARATIONS	60 320 902,82				744 - SUBVENTION AUTRES ORGANISMES ET COLLECT	12 743 184,01			
616 - PRIMES D'ASSURANCE	423 387,81				748 - AUTRES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	8 474 572,63			
617 - ETUDES ET RECHERCHES	3 613 642,51				75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		521 358 403,51	409 990 475,90	208 344 951,72
618 - DOCUMENTATION COLLOQUES SEMINAIRES	1 649 445,44				756/757 - PRODUITS SPECIFIQUES ET TAC	513 853 530,09			
621 - PERSONNELS EXTERIEURS	5 170 648,09				758 - DIVERS AUT PRODUIT DE GESTION COURANTE	7 504 873,42			
622 - REMUNERATION INTERMEDIAIRE ET HONORAIRE	454 473,61				761 - PRODUITS FINANCIERS DE PARTICIPATION			666 666,66	666 666,66
623 - PUBLICITE RELATION PUBLIQUE PUBLICATION	1 174 250,02				766 - GAINS DE CHANGE		612,54	2 355,61	5 641,13
624 - TRANSPORT DE BIENS ET DE PERSONNELS	885 568,98				768 - AUTRES PRODUITS FINANCIERS			58 700,03	3 822,03
625 - DEPLACEMENTS MISSIONS RECEPTIONS	18 883 172,59				771 - PRODUIT EXCEPT. / OPERATION DE GESTION	338 803,15		1 652 953,33	2 325 427,79
626 - FRAIS POSTAUX ET TELECOMS	25 660 005,74				775/777 - PRODUIT EXCEPT / OPERAT. EN CAPITAL	319 591,17		419 400,07	1 166 328,17
627 - FRAIS BANCAIRES	35 492,06				776 - PRODUIT DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF	319 591,17			
628 - CHARGES EXTERNES DIVERSES	100 238 110,91				778 - AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 937 675,65		1 655 862,58	1 213 969,20
629 - RABAIS ET REMISES AUTRES SERVICES EXT	-76,37				78 - REPRISES SUR PROVISIONS ET AMORTISSEMENT	8 018 927,07		3 519 077,98	7 869 031,50
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		11 495 789,84	10 951 931,52	10 560 358,63					
631 à 633 IMPOTS TAXES SUR REMUNERATIONS	10 623 676,67								
631 à 635/637 AUTRES IMPOTS, TAXES	871 893,17								
64 - CHARGES DE PERSONNEL		1 245 761 675,66	1 209 179 106,76	1 174 029 895,82					
641 - REMUNERATIONS DU PERSONNEL	670 812 509,30								
645 - CHARGES SOCIALES	374 046 909,74								
647 - AUTRES CHARGES SOCIALES	871 112,14								
648 - AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	31 144,48								
65 - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION		365 601 796,04	342 063 379,69	340 703 871,27					
651 - DROITS D'AUTEURS REDEVANCES	12 547 567,50								
654 - CHARGES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	8 641 151,19								
656/657 - CHARGES SPECIFIQUES SUBVENTIONS	343 866 951,50								
658/659 - CHARGES DIVERSES DE GEST COURANTE	546 125,85								
68 - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		186 847 066,80	162 502 622,23	179 222 185,62					
68111/68112 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	181 071 891,76								
68115 à 687 DOTATIONS AUX PROVISIONS	5 775 175,04								
661 - INTERETS D'EMPRUNT		19 095 538,27	18 146 338,84	14 802 562,83					
666 - PERTES DE CHANGE		2 853,03	3 241,43	13 190,18					
671 - CHARGES EXCEPT. / OPERATIONS DE GESTION		1 620 898,55	1 295 869,89	1 059 371,21					
675 - VALEUR COMPTABLE / ELEMENT D'ACTIF CEDE		4 915,06	9 909,82						
678/679 - AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES		19 982,53	125 795,50	22 354,28					
TOTAL		2 109 795 028,81	2 004 761 822,21	1 973 080 571,98			2 421 190 553,96	2 076 407 115,33	1 060 849 335,15
Résultat bénéficiaire		311 395 525,15	71 645 283,12		Résultat déficitaire				912 231 236,83
TOTAL GENERAL		2 421 190 553,96	2 076 407 115,33	1 973 080 571,98			2 421 190 553,96	2 076 407 115,33	1 973 080 571,98

PUBLICATIONS OFFICIELLES ET
INFORMATION ADMINISTRATIVE

SITUATION DÉFINITIVE DES RECETTES 2023

Numéro des lignes	Désignations des recettes	Evaluation des recettes			Produits nets encaissés	Excédents		Observations
		Evaluation initiale	Modifications en cours d'année	Total		des produits encaissés sur les évaluations	des évaluations sur les produits encaissés	
	Annonces	163 900 000,00		163 900 000,00	180 106 735,15	16 206 735,15	0,00	
A70103	Bulletin officiel des annonces des marchés publics	66 300 000,00		66 300 000,00	72 298 883,21	5 998 883,21	0,00	
A70105	Bulletin des annonces légales et obligatoires	6 000 000,00		6 000 000,00	7 299 309,77	1 299 309,77	0,00	
A70104	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales	91 000 000,00		91 000 000,00	100 477 241,82	9 477 241,82	0,00	
A70106	Journal officiel de la République française - Lois et Décrets	600 000,00		600 000,00	31 300,35	0,00	568 699,65	
	Recettes hors annonces	3 300 000,00		3 300 000,00	4 637 116,15	1 337 116,15	0,00	
A70101	Vente de publications et abonnements	900 000,00		900 000,00	1 267 556,78	367 556,78	0,00	
A70107	Prestations et travaux d'édition	1 900 000,00		1 900 000,00	2 144 425,03	244 425,03	0,00	
A72800	Autres activités	500 000,00		500 000,00	1 075 134,34	575 134,34	0,00	
A70109	Produit de cession d'actif	0,00		0,00	150 000,00	150 000,00		
	Totaux des recettes d'activité	167 200 000,00	0,00	167 200 000,00	184 743 851,30	17 543 851,30	0,00	
	A déduire Fonds de concours							
	Totaux nets des recettes d'activité du budget annexe Publications officielles et information administrative, hors fonds de concours	167 200 000,00	0,00	167 200 000,00	184 743 851,30	17 543 851,30	0,00	

PRÉSENTATION BUDGÉTAIRE 2023

Activité courante			
Dépenses par titre		Recettes	
Dépenses de personnel (T2)	63 507 851,07	Annonces	180 106 735,15
<i>dont personnel en activité</i>	59 715 160,79	Bulletin officiel des annonces des marchés publics	72 298 883,21
<i>dont pensions</i>	3 792 690,28	Bulletin des annonces légales et obligatoires	7 299 309,77
Dépenses de fonctionnement (T3)	62 754 268,56	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales	100 477 241,82
Charges de la dette de l'État (T4)		Journal officiel de la République française - Lois et Décrets	31 300,35
Dépenses d'investissement (T5)	16 379 799,64	Recettes hors annonces	4 637 116,15
Dépenses d'intervention (T6)	5 003,54	Vente de publications et abonnements	1 267 556,78
Dépenses d'opérations financières (T7)	56,49	Prestations et travaux d'édition	2 144 425,03
		Autres activités	1 075 134,34
		Produit de cession d'actif	150 000,00
Total des dépenses (A)	142 646 979,30	Total des recettes (B)	184 743 851,30
		Solde budgétaire 2023 (B-A)	42 096 872,00
Financement de l'activité			
Emplois		Ressources	
Remboursement d'emprunt		Nouvel emprunt	
		Autre ressource de financement	
Total des emplois (C)	-	Total des ressources (D)	-
		Solde financier (B+D-A-C)	42 096 872,00
Trésorerie et dette			
Trésorerie		Dette	
		Encours de dette au 31/12/2022 (E)	
		Flux résultant du financement en 2023 (F=D-C)	-
		Plafond de dette autorisé au 31/12/2023 (G=E+F)	-
Trésorerie au 31/12/2023 (H)	821 962 105,55	Dette nette au 31/12/2023 (G-H)	

**SITUATION, PAR PROGRAMME ET TITRE, DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT OUVERTES
ET DES AUTORISATIONS CONSOMMÉES 2023**

PROGRAMME 623 « ÉDITION ET DIFFUSION »

Programmes et titres	Autorisations d'engagement initiales	Modifications d'autorisations d'engagement intervenues en cours d'année		Fongibilité intertitres	Total des autorisations d'engagement	Autorisations consommées	Modifications d'autorisations d'engagement à demander dans le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Autorisations reportées à N+1
		Modifications d'autorisations d'engagement liées aux mesures législatives	Modifications d'autorisations d'engagement liées aux mesures réglementaires				Ouvertures	Annulations	
623 - Édition et diffusion									
Titre 2 - Dépenses de personnel	34 271 386,00				34 271 386,00	29 280 437,44		4 990 948,56	
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	11 602 331,00		7 093 376,34		18 695 707,34	13 042 883,81		2 237 596,83	3 415 226,70
Titre 5 - Dépenses d'investissement									
Titre 6 - Dépenses d'intervention									
Totaux hors fonds de concours pour le programme 623	45 873 717,00	0,00	7 093 376,34	0,00	52 967 093,34	42 323 321,25	0,00	7 228 545,39	3 415 226,70
Fonds de concours					0,00				
Totaux y compris fonds de concours pour le programme 623	45 873 717,00	0,00	7 093 376,34	0,00	52 967 093,34	42 323 321,25	0,00	7 228 545,39	3 415 226,70

PROGRAMME 624 « PILOTAGE ET ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES PUBLICATIONS »

Programmes et titres	Autorisations d'engagement initiales	Modifications d'autorisations d'engagement intervenues en cours d'année			Total des autorisations d'engagement	Autorisations consommées	Modifications d'autorisations d'engagement à demander dans le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Autorisations reportées à N+1
		Modifications d'autorisations d'engagement liées aux mesures législatives	Modifications d'autorisations d'engagement liées aux mesures réglementaires	Fongibilité intertitre			Ouvertures	Annulations	
624 - Pilotage et ressources humaines									
Titre 2 - Dépenses de personnel	65 315 475,00				65 315 475,00	63 510 815,79		1 804 659,21	
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	38 192 556,00	-1 900 000,00		-5 060,03	36 287 495,97	33 238 933,87		3 048 562,10	
Titre 4 - Charges de la dette				56,49	56,49	56,49			
Titre 5 - Dépenses d'investissement	3 287 000,00		363 453,49		3 650 453,49	2 924 217,71		608 422,57	117 813,21
Titre 6 - Dépenses d'intervention				5 003,54	5 003,54	5 003,54			
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières									
Totaux hors fonds de concours pour le programme 624	106 795 031,00	-1 900 000,00	363 453,49	0,00	105 258 484,49	99 679 027,40	0,00	5 461 643,88	117 813,21
Fonds de concours									
Totaux y compris fonds de concours pour le programme 624	106 795 031,00	-1 900 000,00	363 453,49	0,00	105 258 484,49	99 679 027,40	0,00	5 461 643,88	117 813,21

**SITUATION, PAR PROGRAMME ET TITRE, DES CRÉDITS DE PAIEMENT OUVERTS
ET DES DÉPENSES CONSTATÉES 2023**

PROGRAMME 623 « EDITION ET DIFFUSION »

Programmes et titres	Crédits initiaux	Modifications des crédits intervenues en cours d'année		Fongibilité intertitres	Total des crédits	Dépenses constatées	Retableissements de crédits	Dépenses nettes	Modifications de crédits à demander dans le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Crédits reportés à N+1
		Modifications des crédits liés aux mesures législatives	Modifications de crédits liés aux mesures réglementaires						Ouvertures	Annulations	
623 - Edition et diffusion											
Titre 2 - Dépenses de personnel											
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	33 641 356,00	1 248 263,00		-1 000 000,00	33 889 619,00	29 188 256,95		29 188 256,95		3 701 362,05	1 000 000,00
Titre 5 - Dépenses d'investissement	13 249 964,00	100 000,00		1 000 000,00	14 349 964,00	13 925 386,80		13 925 386,80		17 837,60	406 739,60
Titre 6 - Dépenses d'intervention											
Mode de réalisation de l'équilibre : augmentation du fonds de roulement											
Totaux hors fonds de concours pour le programme 623	46 891 320,00	1 348 263,00	0,00	0,00	48 239 583,00	43 113 643,75	0,00	43 113 643,75	0,00	3 719 199,65	1 406 739,60
Fonds de concours					0,00			0,00			0,00
Totaux y compris fonds de concours pour le programme 623	46 891 320,00	1 348 263,00	0,00	0,00	48 239 583,00	43 113 643,75	0,00	43 113 643,75	0,00	3 719 199,65	1 406 739,60

PROGRAMME 624 « PILOTAGE ET ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES PUBLICATIONS »

Programmes et titres	Crédits initiaux	Modifications des crédits intervenues en cours d'année		Fongibilité intertitre	Total des crédits	Dépenses constatées	Retableissements de crédits	Dépenses nettes	Modifications de crédits à demander dans le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année		Crédits reportés à N+1
		Modifications des crédits liés aux mesures législatives	Modifications de crédits liés aux mesures réglementaires						Ouvertures	Annulations	
624 - Pilotage et ressources humaines											
Titre 2 - Dépenses de personnel	65 315 475,00				65 315 475,00	63 507 851,07		63 507 851,07		1 807 623,93	
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	38 192 556,00	-1 900 000,00	700 000,00	-5 060,03	36 987 495,97	33 566 011,61		33 566 011,61		2 421 484,36	1 000 000,00
Titre 4 - Charges de la dette				56,49	56,49	56,49		56,49			
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 197 000,00		300 000,00		2 497 000,00	2 454 412,84		2 454 412,84		42 587,16	
Titre 6 - Dépenses d'intervention				5 003,54	5 003,54	5 003,54		5 003,54			
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières											
Totaux hors fonds de concours pour le programme 624	105 705 031,00	-1 900 000,00	1 000 000,00	0,00	104 805 031,00	99 533 335,55	0,00	99 533 335,55	0,00	4 271 695,45	1 000 000,00
Fonds de concours											
Totaux y compris fonds de concours pour le programme 624	105 705 031,00	-1 900 000,00	1 000 000,00	0,00	104 805 031,00	99 533 335,55	0,00	99 533 335,55	0,00	4 271 695,45	1 000 000,00

BILAN 2023

	2023			2022	2021
	Brut	Amort. et depr.	Net	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	103 989 976,11	52 840 177,59	51 149 798,52	45 011 068,80	40 316 404,22
Immobilisations corporelles	34 025 698,50	19 210 480,67	14 815 217,83	11 705 272,61	7 947 167,33
Immobilisations financières	4 573,47		4 573,47	4 573,47	5 833,47
Total actif immobilisé	138 020 248,08	72 050 658,26	65 969 589,82	56 720 914,88	48 269 405,02
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)					
Stocks	1 866 701,82		1 866 701,82	1 825 027,30	1 412 742,65
Créances	25 426 932,07	1 778 371,00	23 648 561,07	83 225 003,24	22 596 891,08
<i>Redevables</i>					
<i>Clients</i>	24 279 654,48	1 778 371,00	22 501 283,48	21 379 154,72	21 758 796,69
<i>Autres créances</i>	1 147 277,59		1 147 277,59	61 845 848,52	838 094,39
Charges constatées d'avance					
Total actif circulant (hors trésorerie)	27 293 633,89	1 778 371,00	25 515 262,89	85 050 030,54	24 009 633,73
TRESORERIE					
Disponibilités	833 640 964,17		833 640 964,17	730 941 053,51	740 733 929,06
Autres composantes de trésorerie					
Equivalents de trésorerie					
Total Trésorerie	833 640 964,17	-	833 640 964,17	730 941 053,51	740 733 929,06
Comptes de régularisation	414 965,44		414 965,44	14 946,69	14 946,69
TOTAL ACTIF (I)	999 369 811,58	73 829 029,26	925 540 782,32	872 726 945,62	813 027 914,50
DETTES FINANCIERES					
Titres négociables					
Titres non négociables					
Autres emprunts					
Total des dettes financières					
DETTES NON FINANCIERES (hors trésorerie)					
Dettes de fonctionnement			2 556 356,72	3 202 108,86	2 373 409,66
Dettes d'intervention					
Produits constatés d'avance			9 352 750,05	9 686 620,74	9 389 128,15
Autres dettes non financières			2 283 203,10	2 591 137,55	2 826 874,57
Total des dettes non financières			14 192 309,87	15 479 867,15	14 589 412,38
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Provisions pour risques			457 851,00	566 960,00	574 892,00
Provisions pour charges			1 950 317,00	1 028 063,00	1 117 616,00
Total des provisions pour risques et charges			2 408 168,00	1 595 023,00	1 692 508,00
AUTRES PASSIFS (hors trésorerie)					
Total autres passifs					
TRESORERIE					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées					
Autres					
Total trésorerie					
Comptes de régularisation			400 720 311,90	340 819 704,43	262 343 984,08
TOTAL PASSIF (hors situation nette) (II)			417 320 789,77	357 894 594,58	278 625 904,46
Report des exercices antérieurs			12 565 903,81	12 565 903,81	12 565 903,81
Ecart de réévaluation et d'intégration			442 402 946,49	442 365 839,76	442 429 012,21
Soldes des opérations de l'exercice			53 251 142,25	59 900 607,47	79 407 094,02
SITUATION NETTE (III = I - II)			508 219 992,55	514 832 351,04	534 402 010,04

COMPTE DE RÉSULTAT 2023

TABLEAU DES CHARGES NETTES		2023	2022	2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT NETTES	Charges de personnel + 63 (lié dép perso)	63 507 851,07	61 843 979,47	60 841 458,37
	Achats, variations de stocks et prestations externes (= coût achat m/ses vendues ds l'ex + achat approv + sces extérieurs)	58 221 467,00	63 220 124,87	59 945 460,77
	Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	14 306 158,03	11 300 349,06	9 733 303,08
	Autres charges de fonctionnement (= Impôts, taxes et vers ass + autres charges de gestion courante + charges exceptionnelles)	4 547 500,13	3 890 565,35	3 658 129,46
	Total des charges de fonctionnement direct (I)	140 582 976,23	140 255 018,75	134 178 351,68
	Subventions pour charges de service public	0,00	15 500,00	21 915,84
	Dotations aux provisions			
	Total charges de fonctionnement indirect (II)	0,00	15 500,00	21 915,84
	Total charges de fonctionnement (III = I + II)	140 582 976,23	140 270 518,75	134 200 267,52
	Ventes de produits et prestations de services	185 840 367,25	193 159 303,64	202 433 706,03
Production stockée et immobilisée	5 866 337,00	5 046 857,00	4 230 496,00	
Reprises sur provisions, sur dépréciations	924 719,00	1 024 295,00	5 677 995,00	
Autres produits de fonctionnement (autres prod + prod exceptionnels)	1 207 644,86	940 782,77	1 265 009,89	
Total produits de fonctionnement (IV)	193 839 068,11	200 171 238,41	213 607 206,92	
Total des charges de fonctionnement nettes (V = III - IV)	-53 256 091,88	-59 900 719,66	-79 406 939,40	
CHARGES D'INTERVENTION NETTES	Transferts aux ménages			
	Transferts aux entreprises			
	Transferts aux collectivités territoriales			
	Transferts aux autres collectivités	5 000,00		
	Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat			
	Dotations aux provisions et aux dépréciations			
Total charges d'intervention (VI)	5 000,00	0,00	0,00	
Contributions reçues de tiers				
Reprises sur provisions et sur dépréciations				
Total produits d'intervention (VII)	0,00	0,00	0,00	
Total charges d'intervention nettes (VIII = VI - VII)	5 000,00	0,00	0,00	
CHARGES FINANCIÈRES NETTES	Intérêts			
	Perte de change liée aux opérations financières	56,49	306,29	0,00
	Total charges financières (IX)	56,49	306,29	0,00
	Produits de créances de l'actif immobilisé			
Gains de change liés aux opérations financières	106,86	194,10	154,62	
Total produits financiers (X)	106,86	194,10	154,62	
Total charges financières nettes (XI = IX - X)	-50,37	112,19	-154,62	
Total des charges nettes (XII = V + VIII + XI)	-53 251 142,25	-59 900 607,47	-79 407 094,02	

TABLEAU DES PRODUITS RÉGALIENS NETS	2023	2022	2021
Impôt sur le revenu			
Impôt sur les sociétés			
Taxe sur les salaires			
Taxe intérieure sur les produits pétroliers			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes			
Autres produits de nature fiscale et assimilés			
Total produits fiscaux nets (XIII)			
Amendes et autres pénalités			
Total autres produits régaliens nets (XIV)			
Total produits régaliens nets (XV = XIII + XIV)			

TABLEAU DE DETERMINATION DU SOLDE DES OPERATIONS DE L'EXERCICE	2023	2022	2021
Charges de fonctionnement nettes (V)	-53 256 091,88	-59 900 719,66	-79 406 939,40
Charges d'intervention nettes (VIII)	5 000,00	0,00	0,00
Charges financières nettes (XI)	-50,37	112,19	-154,62
Charges nettes (XII)	-53 251 142,25	-59 900 607,47	-79 407 094,02
Produits fiscaux nets (XIII)	0,00	0,00	0,00
Autres produits régaliens nets (XIV)	0,00	0,00	0,00
Produits régaliens nets (XV)	0,00	0,00	0,00
Solde des opérations de l'exercice (XV - XII)	53 251 142,25	59 900 607,47	79 407 094,02

